

## L'Inde relance sa guerre de l'eau avec le Pakistan

Après l'attaque meurtrière au Cachemire, New Delhi a suspendu le traité sur le partage des eaux de l'Indus avec Islamabad. Une remise en cause du droit international. **P. 13**



MIGUEL MEDINA / AFP

## L'islamophobie dénoncée après la mort d'Aboubakar

Le meurtre du jeune Malien dans la mosquée de La Grand-Combe a déclenché une onde de choc. Bruno Retailleau s'est enfin rendu dans le Gard, deux jours après le drame. **P. 6**

LUNDI 28 AVRIL 2025 | N° 24 182 | 2,90 € | www.humanite.fr

# L'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

## LA VÉRITÉ SUR LES MORTS AU TRAVAIL

En vingt ans, 21000 personnes ont perdu la vie et 13,5 millions ont été blessées dans l'exercice de leur métier. Sans compter les fonctionnaires et les indépendants, passés sous les radars statistiques. Une hécatombe évitable qui exige des mesures immédiates. **P. 2**

ACCIDENTS DU TRAVAIL





## ÉDITORIAL

PAR STÉPHANE SAHUC

## Un scandale français

C'est l'un des trous noirs des données sociales en France. Personne ne peut fournir avec précision et exhaustivité le nombre de morts au travail pour une année donnée. Le même flou se retrouve lorsque l'on cherche le nombre de morts au travail par secteur d'activité et son évolution au cours du temps. Aucun travail de compilation des données disponibles en fonction du sexe, de l'âge ou du secteur géographique n'existe. Pourtant, même à partir des chiffres fragmentaires disponibles, on constate, sans surprise, que dans certaines branches le travail est plus dangereux, plus mortel que dans d'autres.

**Mais mourir au travail n'est pas une fatalité. Si l'accident est toujours possible,** il y a des raisons objectives qui peuvent expliquer son niveau de fréquence. Les syndicats, CGT en tête, pointent par exemple que l'augmentation du nombre de décès au travail est corrélée à la disparition des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail du fait des ordonnances Macron de 2017. On

En France, les taux d'accidents du travail sont deux fois plus élevés qu'au Royaume-Uni.

peut également évoquer le nombre ridiculement bas d'inspecteurs du travail et l'in-croyable légèreté des peines infligées quand ils constatent que la sécurité des salariés n'est pas respectée. Quant aux donneurs d'ordres, eux, ils ne sont jamais inquiétés. **À l'inverse, au Royaume-Uni, en cas d'accident du travail, l'enquête judiciaire** va chercher à déterminer les responsabilités de chacun des acteurs, y compris les donneurs d'ordres. Conséquence : les taux d'accidents y sont environ deux fois plus faibles qu'en France. Mais le plus extraordinaire est qu'en France près de 9 millions de travailleurs passent totalement sous les radars. Autoentrepreneurs, travailleurs de plateforme et même fonctionnaires... d'eux on ne sait rien ou presque. Si des statistiques existent, elles ne sont ni disponibles, ni accessibles au public. Pourtant on se doute que les travailleurs ubérisés, qui livrent par tous les temps et qui prennent tous les risques pour aller toujours un peu plus vite et gagner un peu plus, sont, hélas, statistiquement davantage victimes d'accident. L'année dernière, déjà, *l'Humanité* avait pointé l'urgence qu'il y avait à correctement, scientifiquement, renseigner ce phénomène évitable. Une revendication toujours à l'ordre du jour. ■

# En vingt ans, 21 000 morts et 13,5 millions de blessés du travail

**PRÉVENTION** À l'occasion de la Journée mondiale de la sécurité au travail, ce 28 avril, *l'Humanité* s'est plongée dans deux décennies de données publiques. Les syndicats réclament des mesures d'urgence.

**L**es chiffres sont implacables. En vingt ans, le travail a fauché plus de 21 000 salariés et en a blessé 13,5 millions, selon les données compilées par *l'Humanité*. Et encore, ces statistiques ne prennent en compte que les salariés du régime général de la Sécurité sociale, auxquels il convient d'ajouter les données transmises par la Mutualité sociale agricole : ses fichiers font état d'au moins 3 125 agriculteurs morts depuis 2006, mais n'intègrent pas les suicides. Des chiffres globaux qui laissent pourtant dans l'ombre plus de 8 millions de travailleurs pour lesquels les données sont au mieux lacunaires, au pire inexistantes (lire page 4). «On a trop de Français qui meurent au travail», déclarait Gabriel Attal, alors premier ministre, en mars 2024. Une formule quelque peu maladroite (le fait d'avoir «trop» de morts suggère la possibilité d'établir un nombre de décès «acceptable») mais qui avait le mérite de placer le sujet sous les feux des projecteurs. Depuis, rien ne s'est produit ou presque. Et le bilan, inexorablement, a continué de s'alourdir.

**BTP, une hécatombe évitable**

Ici, c'est un ouvrier anonyme de 32 ans qui chute d'un toit dans la Manche. Là, un jeune homme écrasé par un engin conduit par un collègue, en Essonne. Les drames de ce genre pavent les articles de la presse locale. Endeux décennies, près de 3 000 travailleurs du bâtiment et travaux publics (BTP) ont

perdu la vie à la suite d'un accident du travail, soit près d'un tous les deux jours. Et en 2023, les salariés du secteur étaient victimes d'accident 1,5 fois plus souvent que l'ensemble des autres salariés. Les facteurs de risque sont connus. Le BTP est une activité qui concentre en un seul lieu – le chantier – une bonne partie des dangers auxquels un travailleur peut être exposé : chutes de hauteur, heurts avec engins, masses en mouvement... S'y ajoute le recours à la sous-traitance en cascade, qui en diluant les responsabilités tout en accélérant la course au moins-disant (les sous-traitants du bas de l'échelle rognent la moindre dépense pour grappiller quelques euros de marge) conduit aux drames.

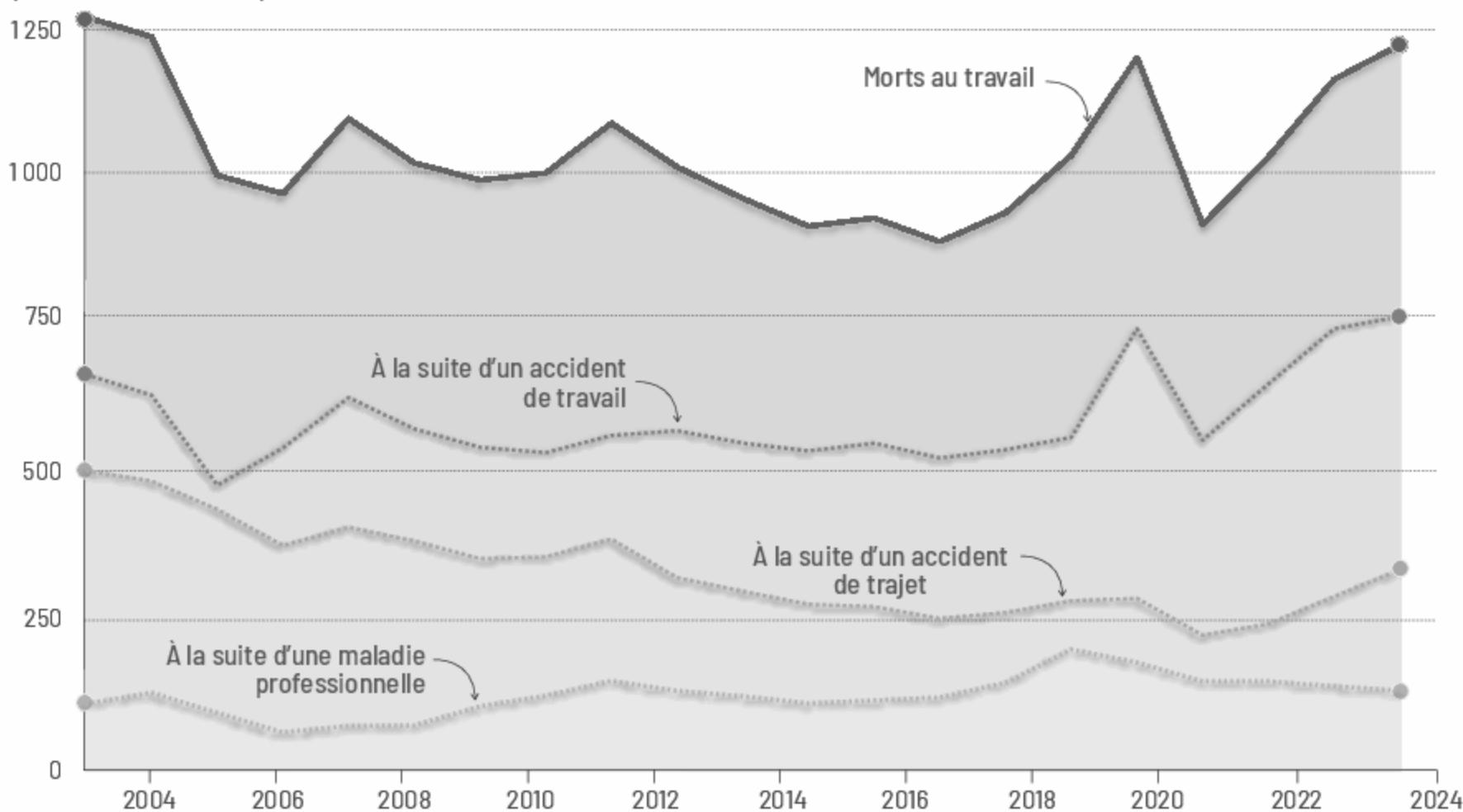
«Peut-être, mais les niveaux de sinistralité ont diminué», répondent les professionnels du BTP. Les données font en effet état d'une division par deux, en vingt ans, du nombre d'accidents pour 1 000 salariés. Ce que les professionnels ne disent pas, en revanche, c'est que la part des décès dans les accidents a grimpé de 36 % depuis 2007 : autrement dit, il y a moins d'accidents, mais ces derniers tuent davantage. «Le nombre d'accidents mortels reste trop élevé», convient Paul Duphil, secrétaire général de l'Organisme professionnel de prévention du BTP, tout en se félicitant d'avancées : changements culturels dans l'appréhension des risques ; amélioration considérable des équipements ; modification des enseignements...

Tous ces progrès ne peuvent faire oublier que la France n'a pas de quoi se réjouir : en Grande-Bretagne, les taux d'accidents sont environ deux fois plus faibles, selon les données

**DÉCRYPTAGE**

## En France, 1021 personnes meurent au travail chaque année en moyenne

Données issues des livrets de sinistralité annuels de la CPAM, pour les 9 secteurs d'activité identifiés par un comité technique national (CTN)



## En 20 ans, plus de 4 000 salariés du bâtiment et des travaux publics sont morts au travail

Données issues des livrets de sinistralité annuels de la CPAM, pour les 9 secteurs d'activité identifiés par un comité technique national (CTN)

Bâtiment et travaux publics	4 390	Nombre de salariés moyen	1 588 919
Transport, eau, gaz, électricité, livre et communication	3 632		2 119 527
Services type II travail temporaire, santé, aide et soin, nettoyage	3 320		3 348 052
Métallurgie	3 187		1 789 098
Commerce et industrie de l'alimentation	2 235		2 416 205
Services type I banques, assurances, administrations	1 730		4 225 821
Commerces non alimentaires	1 642		2 273 237
Bois, ameublement, papier-carton, textile, vêtement, cuirs et peaux, pierres et terres à feu	986		490 383
Chimie, caoutchouc et plasturgie	692		441 669

Source : Assurance-maladie - Livrets de sinistralité

officielles britanniques. Pour Paul Duphil, l'une des causes du différentiel est peut-être à rechercher dans la manière dont on met en lumière les responsabilités. « En France, lors d'un accident du travail dans le BTP, c'est généralement le chef d'entreprise employant la victime qui est seul mis en cause, explique-t-il. Mais bien souvent, ce dernier ne fait que répondre à des conditions de prise de marché compliquées, fixées par des donneurs d'ordres (État, promoteurs privés, organismes HLM, etc.) rarement mis devant leurs responsabilités. »

En Grande-Bretagne, le système est très différent, poursuit le spécialiste : « En cas d'accident, l'enquête judiciaire va chercher à déterminer les responsabilités de chacun des acteurs, y compris les salariés, mais également les donneurs d'ordres. Cela a pour conséquence de responsabiliser les maîtres d'ouvrage, qui, sur la plupart des chantiers, s'assurent du coup que tous les moyens sont mis en œuvre pour éviter l'accident. »

Plus près de nous, l'exemple des JO organisés en France l'été dernier prouve que l'on pourrait faire mieux. Bernard

Thibault, coprésident du comité de suivi de la charte sociale des Jeux, fait observer que, lors de la construction des sites, le taux d'accidentologie était quatre fois inférieur à ce qu'on observe en moyenne en France. « Avec la Solideo (chargée de la construction des sites), nous avons pu mettre au point des dispositifs qui allaient au-delà du droit du travail, explique-t-il : visites régulières de l'inspection du travail ; mise à disposition d'un local pour les représentants syndicaux ; comité de suivi associant les chefs de chantier des entreprises, etc. »

### La double peine des intérimaires

Plus précarisés, plus accidentés : en moyenne, les intérimaires (classés dans la catégorie « Services de type II » de notre graphique) sont deux fois plus frappés par des accidents que les autres salariés. « Un éclairage d'ordre structurel peut être apporté, rappelle la sociologue Véronique Daubas-Letourneau (1). La construction et l'industrie, secteurs avec des taux d'accidents du travail importants,

## ÉVÉNEMENT PROJECTION-DÉBAT EN PRÉSENCE DE SOPHIE BINET

*Mourir au travail, la face cachée des maladies professionnelles*, écrit et réalisé par Ali Guessoum, est projeté ce lundi à 19 heures, à la bourse du travail (29, boulevard du temple, Paris 3<sup>e</sup>). Sensuivra un débat réunissant une sociologue, un médecin du travail, un avocat et des syndicalistes. Avec la participation de Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, et de Fabrice Coudour, secrétaire général de la FNME-CGT.

accueillent 65 % des intérimaires. » La chercheuse souligne néanmoins la surreprésentation des accidents d'intérimaires dans des secteurs comme le BTP, liée à plusieurs facteurs, parmi lesquels une moindre formation, une méconnaissance des spécificités des chantiers en raison de la brièveté de leur mission ou encore une possibilité plus faible de résister à des consignes les mettant en danger.

Conscients de la nécessité d'agir, les géants de l'intérim déploient des trésors de communication. Adecco a annoncé vouloir recourir à l'intelligence artificielle (IA) pour prévenir les accidents. L'idée est de déterminer des profils « à risque » en s'appuyant « sur une trentaine de facteurs relatifs au profil et au poste (environnement de travail, tâche, pénibilité, fréquence de l'accidentologie...) », explique Adecco. Objectif : « Calculer la potentialité de survenance, dans les trois mois à venir, d'un accident du travail pour chacun de nos travailleurs temporaires ». En fonction des résultats, les recruteurs adapteront leurs actions de sensibilisation. Réaction, teintée de sarcasme, d'un ergonome chevronné : « Les facteurs de risque sont déjà parfaitement connus. Je ne suis pas persuadé que l'IA soit indispensable pour savoir qu'un intérimaire jeune envoyé sur un chantier sera plus sujet aux accidents qu'un intérimaire expérimenté employé dans un bureau... »

### Une impunité mortifère

Les statistiques montrent qu'au cours des vingt dernières années, le nombre de morts au travail s'est maintenu à un niveau élevé (environ un millier de décès par an en moyenne) et que les courbes ont tendance à augmenter depuis une dizaine d'années, à l'exception de l'année 2020, marquée par la mise sous cloche de l'économie. À l'évidence, les politiques mises en œuvre ne permettent pas d'enrayer le phénomène et ce ne sont pas les mesures prises depuis 2017 qui arrangeront les choses : suppression des CHSCT (comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail), détricotage du compte pénibilité (suppression de quatre critères de pénibilité sur 10), etc.

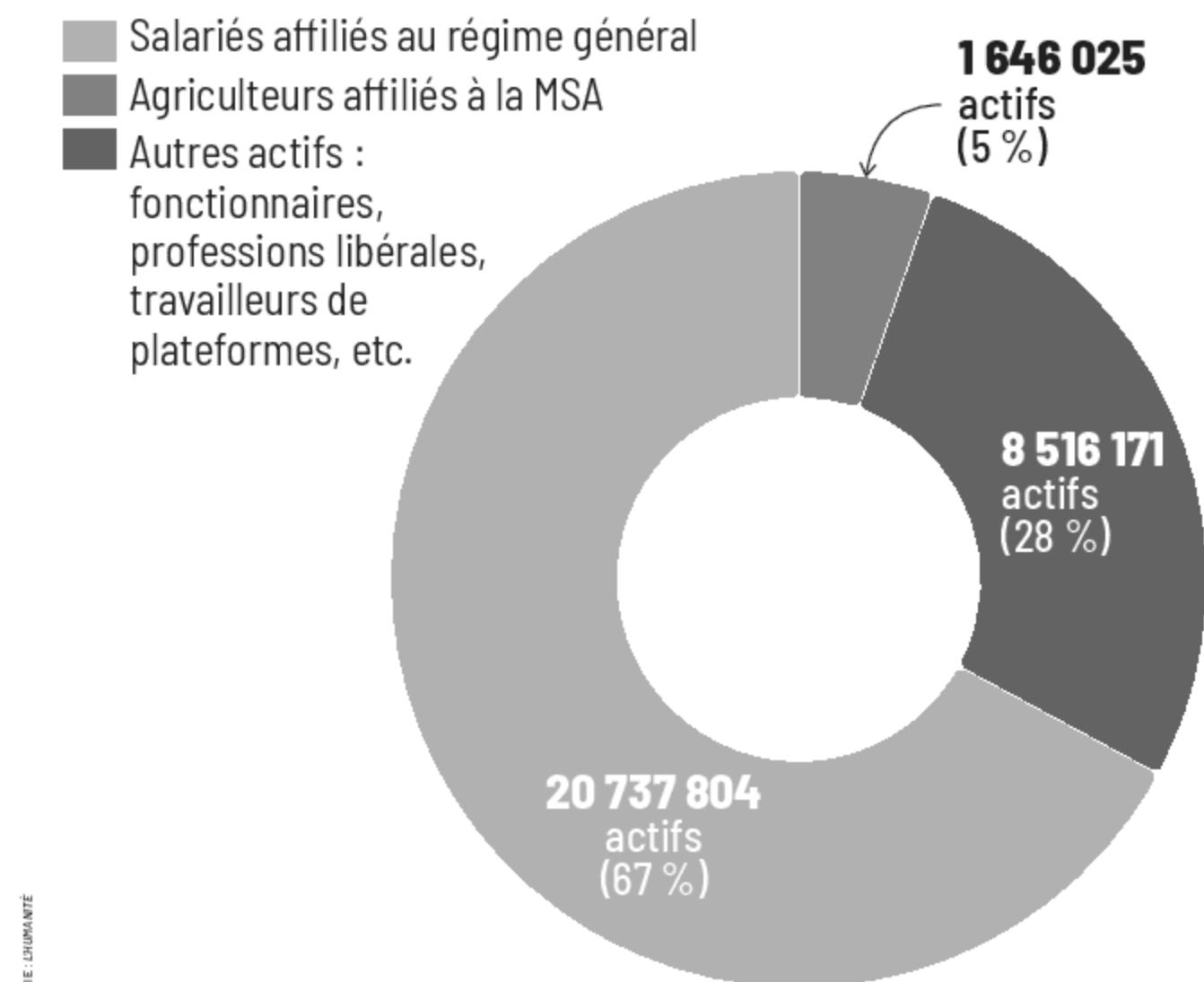
S'ajoute à cela une certaine forme d'impunité. « Les amendes ne sont clairement pas assez dissuasives, nous expliquait en 2024 Fabienne Bérard, présidente du collectif Familles Stop à la mort au travail. Un dirigeant d'un géant du BTP m'a dit un jour : « Je vais être honnête avec vous, les amendes, on n'en a rien à faire. » » « Au pénal, les peines de prison pour les chefs d'entreprise, quand elles sont prononcées, sont presque systématiquement assorties d'unsursis, relève l'avocate Juliette Pappo. Et au civil, les condamnations financières sont peu élevées. En règle générale, les parents ou époux·ses qui ont perdu un proche vont toucher 35 000 euros, un frère ou une sœur percevra entre 15 000 et 20 000 euros... »

La CGT entend se saisir de la journée du 28 avril pour faire entendre ses revendications. Le syndicat exige des moyens supplémentaires pour la prévention, avec des recrutements massifs dans les rangs de l'inspection du travail (on compte en moyenne un inspecteur pour 10 000 salariés), la possibilité de départs anticipés pour les métiers pénibles, le retour des CHSCT ou encore des sanctions plus sévères. ■

**CYPRIEN BOGANDA, DONNÉES COLLECTÉES PAR ARTHUR DUMAS**

(1) Accidents du travail. Des morts et des blessés invisibles, Bayard, 2021.

## En 2023, aucune information sur la mortalité au travail n'est publiquement disponible pour près de 28 % des actifs



INFOGRAPHIE : L'HUMANITÉ

Source : Insee, Assurance-maladie et Mutuelle sociale agricole

# Ces accidentés au travail qui passent sous les radars

Pour plus de 8 millions de personnes, parmi lesquelles des dizaines de milliers de livreurs à vélo et de chauffeurs VTC, pourtant très exposés, les statistiques manquent à l'appel.

**C**'est une sorte de continent invisible, un trou noir statistique. Combien de livreurs à vélo sont accidentés ou meurent chaque année? Combien d'agents de la fonction publique se suicident? Il est aujourd'hui impossible de répondre précisément à ces questions. En effet, les données concernant une partie des 5,6 millions d'agents de la fonction publique et la quasi-totalité des 4,6 millions d'indépendants sont soit parcellaires, soit n'existent pas.

Pour ce qui est de la fonction publique, les données les plus récentes remontent à 2021 et elles sont beaucoup moins complètes que celles du régime général. Ce dernier recense en effet, pour chaque catégorie professionnelle jusqu'en 2023, le nombre d'accidents du travail et de décès en fonction du motif. Ce n'est pas le cas pour la fonction publique. Ainsi, si nous savons combien d'agents de la fonction publique d'État (FPE) décèdent chaque année (en 2021, il y en avait trois dans l'éducation nationale, par exemple), on ne sait rien des causes (suicides, accidents...). Pour ce

qui est de la fonction publique hospitalière, les chiffres officiels attestent que 15 % des agents ont déclaré au moins un accident en 2019 (soit quatre points de plus que pour le secteur privé), mais on ne sait pas combien sont décédés.

### AUCUNE INFORMATION

C'est encore pire pour les 4,6 millions d'indépendants, pour lesquels il n'existe pratiquement aucun chiffre. Ces travailleurs sont affiliés au régime général de la Sécu depuis l'extinction du régime social des indépendants (RSI) en 2018, mais pour

être couverts en cas d'accident du travail, ils doivent faire une déclaration volontaire d'assurance : cela ne concerne qu'environ 46 000 personnes en 2023. Pour les autres, c'est le vide statistique.

Cette absence de connaissance n'a commencé à poser problème que récemment. « Pendant des années, ce n'était tout simplement pas un sujet de discussion, nous confie avec honnêteté Stéphane Seiller, haut fonctionnaire qui a dirigé le RSI entre 2011 et 2017. Le régime général prévoit une réparation des accidents du travail et maladies professionnelles, avec un système déclaratif permettant de mettre en évidence les informations. Ce n'est pas le cas pour le régime des indépendants. »

Parmi les indépendants, on compte environ 600 000 travailleurs de plateformes, selon la Dares, parmi lesquels plusieurs dizaines de milliers de chauffeurs VTC et de livreurs, sur lesquels on ne dispose d'aucune information. « Cette carence, qui s'explique en grande partie par le statut d'indépendant, contraste avec la collecte massive de données réalisée par les plateformes pour leur fonctionnement sur l'activité, les livreurs et les consommateurs », fait très justement remarquer l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses) dans un avis récent.

### 19 DÉCÈS DE LIVREURS DEPUIS 2019

L'Anses observe pourtant qu'un quart des livreurs ayant participé à une enquête menée en région parisienne par des chercheurs en 2022 disaient avoir été victimes d'accidents. Une proportion énorme. Pour ce qui est des morts, il faut se fier aux articles de journaux, qui ne comptabilisent par définition qu'une partie des décès. La Maison des coursiers, qui épingle la presse depuis des années, nous a transmis sa dernière recension : depuis 2019, elle fait état de 19 décès de livreurs en France, qui travaillent principalement pour Uber Eats et Deliveroo. « À titre personnel, j'ai perdu cinq collègues depuis 2022, nous raconte Leila Ouadah, livreuse à vélo. L'un d'entre eux a été accroché par un camion qui n'avait pas vu le vélo : il a été traîné sur une quinzaine de mètres et a fini en morceaux. Un autre s'est pris une voiture de face alors qu'il descendait une colline. Les trois autres roulaient en scooter. »

« Ce qui rend le suivi encore plus difficile, c'est qu'un certain nombre de livreurs n'ont pas de papiers, précise Circé Lienart, de la Maison des coursiers. Par définition, ils ne déclarent pas leurs accidents. Il y a quelques jours, un livreur à scooter a été percuté par une voiture : il est tout simplement retourné chez lui se reposer un peu... »

Il faut dire que même si l'ensemble des livreurs déclaraient leurs accidents, ils seraient de toute façon peu indemnisés. « Ils sont principalement couverts par des assurances privées mises en place par les plateformes, reprend Circé Lineart. Mais les montants sont très faibles : pour trente jours d'arrêt, un livreur va toucher au maximum 750 euros d'indemnités. » ■

CYPRIEN BOGANDA

# «Le droit international est, pour les États, non seulement un ensemble normatif, mais aussi un langage commun.»

Boutros Boutros-Ghali

## L'HOMME DU JOUR



**Richard Gere**

«Quand tu mènes tes guerres, pense aux autres, n'oublie pas ceux qui réclament la paix»... C'est un extrait d'un poème de l'écrivain Mahmoud Darwich, prix Nobel de la paix en 1994, dit par Richard Gere, dans une vidéo qui vient d'être diffusée en hommage aux Palestiniens. On n'attendait pas vraiment le séduisant milliardaire de *Pretty Woman*, avec Julia Roberts, dans ce rôle. Ce n'est pas une comédie. Voilà quelques années déjà que l'acteur soutient la cause palestinienne, critiquant la politique d'occupation d'Israël, en 2021 avec ces mots : «Tant que les Palestiniens n'auront pas de foyer, les Israéliens n'auront pas de foyer.» Et déclarant en Israël même au quotidien *Haaretz* : «Les colonies sont une provocation tellement absurde, elles sont de toute évidence complètement illégales au regard du droit international.» ■

M. U.

## ! C'EST UN SCANDALE

### Un appel à ficher les étrangers

La préfecture de Seine-Saint-Denis invite-t-elle à ficher les étrangers ? Selon les informations du site *les Jours*, confirmées par *le Parisien*, ses services auraient transmis aux commissariats du département un document à compléter et à lui retourner après chaque garde à vue d'une personne étrangère en situation irrégulière : date, lieu de la commission des faits, infractions, antécédents, ainsi que «toute information utile pour caractériser la menace pour l'ordre public que constitue la présence de l'intéressé en France». Cela quelques que soient les suites judiciaires données. En réaction, 17 parlementaires et élus locaux communistes, insoumis et écologistes, ont adressé un courrier au procureur de Bobigny, Éric Mathais, pour lui signaler une «fiche réflexe» qui bafoue la présomption d'innocence. Le préfet se défend cependant de tout fichage.

## L'œil de Bobika

### BIENTÔT LA FIN DES DÉSERTS MÉDICAUX ?



## LA BONNE NOUVELLE Olo, une nouvelle couleur percée à jour

Dans le Magicien d'Oz, les lunettes vertes offertes aux visiteurs faisaient leur perception de la cité d'Emeraude. Oz, c'est le nom du dispositif expérimental tiré du roman enfantin et mis en place par des chercheurs de l'université de Berkeley (Californie) afin d'aider des personnes à retrouver le sens perdu des couleurs. Ils étaient loin de se douter qu'à travers ce prototype, ils perceraien à jour «Olo» : une nouvelle teinte jusqu'alors jamais décelée par l'œil humain, qui oscillerait entre le bleu et le vert, «mais d'une saturation sans précédent».

La découverte, mise en lumière dans la revue *Science Advances*, est tirée de la modulation de la façon dont les signaux de couleur sont transmis aux photorécepteurs de l'œil et jusqu'au cerveau. Oz fait ainsi clignoter une lumière laser d'une seule couleur monochromatique sur des cellules coniques M (vert), en excluant les cônes L (bleu) et S (rouge) qui fonctionnent habituellement ensemble, révélant temporairement Olo. Une manière de détourner la rétine humaine et de donner accès à une palette chromatique cachée. ■

ANTOINE PORTOLE

## ➤ L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

**Vidéo** Journaliste à *l'Humanité*, Simon Guichard a enquêté pendant six mois sur le hold-up du stockage carbone. Son travail a été publié en trois volets dans nos colonnes. Il montre comment, grâce à un intense lobbying, le stockage carbone s'est imposé comme le principal levier de décarbonation de l'industrie, en dépit des doutes qui planent sur cette technologie et les effets d'aubaine qu'elle offre aux secteurs les plus polluants avec 520 milliards d'euros à la clef d'ici à 2050. Il nous explique les dessous de son enquête et de ses révélations.

**Amour** Le 26 avril, des centaines de personnes se sont donné rendez-vous place de la Nation à Paris pour célébrer la Journée de visibilité lesbienne. Une manifestation sous le prisme de la lutte contre l'extrême droite.



## LE BILLET DE MAURICE ULRICH

### Trump et Dieu

Directeur des rédactions du *Parisien-Aujourd'hui en France*, Nicolas Charbonneau, après quatre heures de cérémonie, de chants religieux, de défilés de cardinaux, de ferveur de millions, que dire, de centaines de millions de catholiques, voire de milliards de femmes et d'hommes de toutes religions, des forêts amazoniennes aux temples tibétains, a su voir «un moment de grâce» dans son éditorial : «L'image de ces deux hommes dans la tourmente du monde et le chaos de la guerre, assis sur deux chaises modestes, face à face, bien loin du bureau Oval, les visages à moins de 50 centimètres l'un de l'autre, figure déjà parmi les photos qui feront l'histoire.» Il s'agit bien sûr de Donald Trump et Volodymyr Zelensky. On n'a rien entendu, Nicolas Charbonneau le dit, mais «en cet instant on ne sait qui propose quoi, qui écoute ou qui confesse qui, mais il se joue peut-être ici quelque chose qui scelle l'avenir». On ne sait rien, mais c'était «une forme aboutie de la diplomatie vaticane». Et la preuve que Donald Trump aura tout essayé, à la grâce de Dieu. ■



## COUP DE PROJECTEUR

### Des Israéliens contre la guerre

Plusieurs milliers de citoyens israéliens ont manifesté, samedi 26 avril, dans les rues de Tel-Aviv en brandissant des photos d'enfants palestiniens tués par les bombardements de l'armée israélienne dans la bande de Gaza. Répondant à l'appel du collectif Standing Together, ils ont réclamé l'arrêt immédiat de la guerre et le retour des 58 otages restants. S'il est un peu tard pour s'émouvoir des massacres perpétrés depuis dix-huit mois contre le peuple palestinien, cette mobilisation est à saluer dans un pays où la propagande mortifère du premier ministre Benyamin Netanyahu et de ses alliés suprémacistes fait rage et domine les esprits. Les plus zélés d'entre eux ont d'ailleurs poussé des cris d'orfraie sur les réseaux sociaux en voyant un des manifestants couché sur le bitume devant des masques de Netanyahu.

# L'islamophobie en toile de fond du meurtre de La Grand-Combe



Un rassemblement a eu lieu à Paris, le 27 avril, à Paris, contre le racisme, qui a tué le Malien. ALAIN JOCARD/AFP

**RACISME** Le meurtre d'Aboubakar dans la mosquée de la ville, vendredi, laisse très peu de place au doute quant aux motivations de l'assailant. Le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, est sous le feu de la critique pour son peu d'empressement à dire la solidarité de la nation aux musulmans.

I a mis le temps, lui d'habitude si prompt à exploiter politiquement les faits divers les plus choquants. Il a fallu attendre dimanche 27 avril, en début d'après-midi, pour qu'on apprenne que le ministre de l'Intérieur et des Cultes, Bruno Retailleau, se rendrait finalement dans le Gard pour, selon ce que son entourage indiquait à l'AFP, rencontrer la communauté musulmane. Mais pas à La Grand-Combe, ébranlée par le meurtre qui s'y est produit vendredi matin. Avant le rassemblement « contre l'islamophobie » de dimanche soir place de la République, à Paris, environ 2000 personnes, selon Ici Gard Lozère (anciennement France Bleu), ont formé une marche blanche allant de la mosquée où s'est produit le meurtre jusqu'à la mairie, dans cette municipalité communiste de 5000 habitants. Selon les mêmes sources, le ministre était « très attaché » à ne pas perturber ce moment de recueillement.

La victime, prénommée Aboubakar, est un jeune Malien de 23 ans installé depuis plusieurs années à La Grand-Combe, où, selon les témoignages recueillis par les médias locaux, il était connu et apprécié des habitants. Vendredi matin, il s'est rendu comme d'habitude à la mosquée Khadidja pour y faire le ménage, avant l'arrivée des fidèles pour la prière. C'est à 8 h 30 qu'il y a rencontré le suspect, Olivier H., un Français d'une vingtaine

d'années, né à Lyon dans une famille d'origine bosnienne – des sources policières précisent qu'il n'est pas musulman. C'est là que, sous l'œil des caméras de surveillance, il a frappé Aboubakar de 40 à 50 coups de couteau. Selon le procureur de la République d'Alès, il se serait ensuite filmé avec son téléphone devant la victime agonisante, répétant : « Je l'ai fait, (...) ton Allah de merde. »

La recherche de l'auteur présumé se poursuivait dimanche. Soulignant « la très grande froideur » et « la grande maîtrise de lui » de l'individu, le procureur l'a décrit comme « potentiellement extrêmement dangereux », ayant, au fil des « propos très décosus » tenus dans la vidéo, « manifesté l'intention de recommencer ». Selon lui, « toutes les pistes » devaient être envisagées pour expliquer son geste, mais celle d'un « acte antimusulman est privilégiée ». Dès samedi soir sur le réseau social X, le premier ministre, François Bayrou, a dénoncé une « ignominie islamophobe ». Dimanche après-midi, c'est le président de la République, Emmanuel Macron, qui finissait par signifier « le soutien de la nation » aux proches de la victime et « à nos compatriotes de confession musulmane », ajoutant que « le racisme et la haine en raison de la religion n'auront jamais leur place en France ».

#### « UN CLIMAT DE HAINE »

À gauche, la dénonciation du crime islamophobe est unanime, les Verts, la France insoumise et le PCF se joignant à l'appel au rassemblement place de la République. « C'est une religion tout entière qui a été visée », affirme ainsi le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel : « Nous apportons tout notre soutien à nos concitoyennes et concitoyens de confession musulmane », poursuit-il, ainsi qu'« aux habitants de cette commune minière du Gard » qu'est La Grand-Combe. « Les citoyens de confession musulmane sont pleinement intégrés dans notre commune et je comprends bien sûr leur effroi et leur inquiétude devant ce crime sur lequel la lumière doit être faite. Nous partageons leur peine et je veux leur dire tout mon soutien », a déclaré à l'Humanité la maire PCF de la commune, Laurence Baldit. Elle ajoute : « Il sera évidemment très important de montrer aux musulmans que la réaction de l'État devant ce crime sera exactement la même que lorsque c'est un chrétien ou un juif qui est assassiné. »

Le Conseil français du culte musulman appelle de son côté « à déclencher immédiatement un plan national de protection renforcée des lieux de culte musulmans ». Son vice-président, Abdallah Zekri, également recteur de la mosquée Sud-Nîmes, souligne dans le Parisien « une inquiétude chez les fidèles » du Gard : « Ils ont hâte que l'auteur soit arrêté (...) et veulent aussi connaître les raisons » du meurtre.

**Le Mrap rappelle plusieurs attaques récentes contre des lieux de culte musulmans.**

Déplorant encore « que le préfet ne se déplace pas pour leur apporter son soutien et les rassurer », le responsable religieux dénonçait également « les conséquences dramatiques de la banalisation et de la médiatisation de la haine antimusulmane ». Il rejoint ainsi Fabien Roussel, qui explique « à quel point la haine anti-musulmans peut armer le bras de criminels en puissance », ou le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap), qui rappelle « plusieurs attaques récentes contre des lieux de culte » musulmans, comme l'incendie de la mosquée de Jargeau (Loiret) fin février ou des coups de feu sur le local d'une association franco-maghrébine à Morteau (Doubs) début mars. Pour le mouvement, ces actes s'inscrivent « dans un climat de haine amplifié par le silence des responsables politiques, quand ils ne sont pas eux-mêmes à l'origine d'une stigmatisation inadmissible d'une partie de la population ». Bruno Retailleau est en droit de se sentir visé, lui dont SOS Racisme a dénoncé « l'entreprise politique », consistant « à présenter les musulmans comme un groupe représentant une menace pour notre pays ». ■

OLIVIER CHARTRAIN

# Bayrou lance le chantier de la proportionnelle

**PARLEMENT** Décidé à réformer le mode de scrutin des élections législatives, le premier ministre s'apprête à recevoir les chefs de parti et de groupe parlementaire pour les consulter. Avec un risque : diviser son propre socle.

**L**a question d'une réforme du mode de scrutin législatif à la proportionnelle, promesse d'Emmanuel Macron en 2017, revient. Le premier ministre, François Bayrou, recevra à partir de mercredi 30 avril les chefs de parti et de groupe parlementaire pour les consulter « un à un ». Le but : aller vers « plus de proportionnelle », revendique-t-on dans son entourage, pour un « atterrissage au plus tard à l'automne ». « Reste à déterminer la forme, observait il y a peu Patrick Mignola, ministre des Relations avec le Parlement, auprès du *Journal du dimanche*. Régionale ? Départementale ? Mixte ? Nous aurons ce débat. »

L'équation est complexe pour le chef du gouvernement, qui ne pourra contenir l'ensemble des forces politiques. Au sein du « socle commun », « Les Républicains » (LR) comme Horizon sont opposés à cette possibilité, y voyant une atteinte à la Ve République, tandis que les parlementaires Renaissance sont extrêmement divisés sur la question. Chez ces derniers, certains, comme Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée nationale, militent pour une proportionnelle

uniquement dans les départements de moins de 11 députés, pendant que d'autres la souhaitent partout, à l'instar de leurs alliés du Modem. Mais plusieurs monarchistes sont complètement contre au motif qu'il ne « s'agit pas d'une priorité pour les Français ». « Une position de groupe doit aboutir d'ici à l'été », nous confie un cadre. En janvier, un groupe de travail sur les questions institutionnelles a été lancé par Gabriel Attal et confié à Pierre Cazeneuve dans le but de trancher la question.

#### PRESSION DU RN

De son côté, le RN entend faire pression sur François Bayrou pour obtenir une prime majoritaire pour la liste arrivée en tête. Sans cela, les troupes de Marine Le Pen pourraient décider de censurer le gouvernement. La gauche, elle, attend majoritairement un retour à la formule des élections législatives de 1986. À savoir un scrutin sur la base de listes départementales. Les écologistes se distinguent toutefois en souhaitant que l'échelle régionale soit privilégiée.

Un rétablissement des modalités de 1986 aurait les faveurs du premier ministre, jugeant qu'il s'agirait de l'option présentant le plus

de chances d'être adoptée... même par ceux qui sont opposés au principe. En effet, du côté des LR, plusieurs parlementaires confient à l'Humanité pouvoir éventuellement accepter de voter une telle réforme « à contrecœur », mais à une seule condition : « Que le non-cumul des mandats soit enterré par la même occasion. » En décembre, François Bayrou avait déclaré vouloir ouvrir un débat en ce sens.

Pourtant, le patron des députés LR, Laurent Wauquiez, s'est montré inflexible ce dimanche sur BFMTV. Allant jusqu'à appeler Bruno Retailleau, ministre de l'Intérieur, « qui sera chargé de faire appliquer cette réforme » en cas d'adoption, à « imposer au premier ministre l'abandon de cette proposition ». « La proportionnelle, c'est institutionnaliser le chaos politique », a-t-il martelé. Non sans calcul stratégique, en pleine campagne pour la présidence du parti face à l'hôte de Beauvau. Un sac de noeuds avec lequel François Bayrou va devoir composer pour faire de cette arlésienne une réforme effective. D'autant que même un ministre nous souffle : « La proportionnelle, j'y suis opposé, quelle que soit la formule envisagée. » ■

ANTHONY CORTES



Un rétablissement des modalités du scrutin de 1986 aurait les faveurs de François Bayrou. LUDOVIC MARIN/AFP



De plus en plus de jeunes se tournent vers les associations pour bénéficier de produits alimentaires ou d'hygiène.  
Gael Kerbaol/Divergence

ENQUÊTE

# L'étonnante offre de « fichage » d'étudiants précaires

**BIOMÉTRIE** L'épicerie solidaire Ma'yonnaise, située sur le campus de La Roche-sur-Yon, s'est vu proposer par le cabinet Louis Reynaud, expert en cybersécurité, un financement en échange de vidéos du visage de ses bénéficiaires. Un procédé qui interroge.

C'est par un mail à l'objet alléchant qu'a été approchée le 3 avril l'épicerie solidaire Ma'Yonnaise. L'association se voyait proposer un « partenariat pour soutenir et financer vos activités associatives ». Une aubaine pour la structure animée par une cinquantaine de bénévoles, dont trois enseignants, qui œuvrent en partenariat avec la banque alimentaire et les Restos du cœur depuis 2021 sur le campus universitaire de La Roche-sur-Yon (Vendée). Rien que depuis le début de l'année, elle a permis à 1400 étudiants en situation de précarité de bénéficier gratuitement chaque semaine de produits alimentaires ou d'hygiène.

L'expéditeur du courriel, le cabinet Louis Reynaud, qui se présente comme spécialiste du « conseil d'expertise technologique, normative et réglementaire dans les domaines de la confiance numérique et de la cybersécurité », écrit les mots suivants à l'adresse du contact de Ma'Yonnaise : « Nous recherchons actuellement des volontaires pour participer à un test simple et rapide. Celui-ci consiste à s'inscrire sur une plateforme, puis à enregistrer une série de courtes vidéos du visage sous différents angles. En contrepartie, nous proposons de reverser un don de 15 euros par participant ayant validé le test. Par exemple, pour 50 participants, votre association recevra un don de 750 euros. Nous espérons que cette collaboration pourrait constituer une

ressource financière supplémentaire pour soutenir vos activités et projets. » Une proposition « qui pourrait être bénéfique pour votre association tout en contribuant à un projet innovant », selon ses auteurs.

## « ENRÔLEMENT VOLONTAIRE »

Elle n'en est pas moins surprenante : il est tout simplement demandé aux bénévoles, qui permettent à des jeunes gens en précarité alimentaire de se nourrir, de les inciter à s'inscrire nommément sur une plateforme pour y déposer sans contrepartie des vidéos de leur visage. Le fait de s'adresser à un tiers pour obtenir des données biométriques de la part de personnes en difficultés financières pourrait en effet confiner à un abus de faiblesse.

Ce dont le cabinet Louis Reynaud se défend : « Il ne s'agit pas ici d'une rémunération des volontaires en échange de données. Il n'est aucunement question d'achat de données biométriques aux volontaires. Nous proposons aux associations ou établissements une compensation financière en reconnaissance de leur aide logistique et de leur engagement dans la promotion de notre campagne. L'enrôlement reste strictement volontaire, individuel et s'effectue uniquement sur la base d'un consentement libre, éclairé et exprès », affirme-t-il quand on l'interroge à ce sujet.

Mais alors pourquoi donc ces étudiants consentiraient-ils à se trouver ainsi fichés à moins de s'y sentir obligés par la main qui leur permet de se nourrir ? Demander

à une association, privée de plusieurs milliers d'euros de subvention par la présidente Horizons de la région des Pays de la Loire Christelle Morançais, de jouer les intermédiaires contre rémunération, alors que ce genre de mission ne figure absolument pas dans ses statuts, paraît pour le moins douteux.

Le cabinet Louis Reynaud, dont le logo comporte l'inscription « Ad usque fidelis » (fidèle jusqu'au bout), semble jouer sur une double fragilité : celle des étudiants et celle des structures qui leur viennent en aide, pour instrumentaliser les seconds aux dépens des premiers... Avec l'argument fallacieux du gagnant-gagnant.

#### DES CIBLES FACILES

C'est ce qui a provoqué l'ire d'Olivier Ertzscheid, maître de conférences en sciences de l'information à l'université de Nantes et membre bénévole de l'épicerie solidaire, qui a donné publiquement l'alerte sur son blog à propos de cette curieuse proposition de partenariat. « Les personnes précaires sont une cible facile, c'est d'ailleurs pour cela qu'ils sont visés par les grands collecteurs de données biométriques, à l'image de Sam Altman, le patron d'OpenAI, qui a passé des accords avec des gouvernements sud-américains qui ont permis que plusieurs millions de citoyens pauvres de ces pays acceptent de scanner leurs empreintes et leurs iris, contre une rémunération de 60 euros. Les maigres 15 euros proposés par le cabinet

Reynaud ne sont rien en comparaison de la valeur marchande réelle de telles données sur des marchés », explique-t-il. Et le spécialiste du numérique de rappeler que « les populations les plus précaires sont aussi les plus surveillées, et elles sont les plus surveillées car considérées a priori comme les plus suspectes dans une alarmante et galopante course à l'automatisation des inégalités ».

Contacté, le cabinet Reynaud se défend d'avoir ciblé spécifiquement cette association. « Notre objectif est de constituer un panel de volontaires aussi diversifié que possible. Dans cette optique, nous avons contacté plusieurs associations. Cette proposition de partenariat n'est qu'une activité complémentaire à la collecte réalisée directement par les volontaires sur notre plateforme ouverte au public, et ce depuis mi-2023 », nous écrit Christian Croll, le « director of the conformity Certification & senior expert » de l'entreprise.

Reste qu'à La Roche-sur-Yon, « plusieurs étudiants demandeurs d'asile et d'autres en attente de régularisation administrative pourraient être mis en danger si les données collectées par le cabinet Louis Reynaud étaient amenées à circuler », s'inquiète l'enseignant.

À quoi vont en effet servir toutes les données collectées ? Le cabinet Reynaud, basé à La Ciotat, mais disposant également d'une adresse située à moins de dix minutes à pied du Parlement européen de Bruxelles, assure « ne développer ni ne commercialiser aucun produit biométrique », mais avoir

pour unique mission de garantir la fiabilité de ceux qui existent. « Nous réalisons des tests informatiques et physiques de l'efficacité du service sur le volet biométrie, sur lesquels se base l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) pour accorder ses certificats de conformité aux produits évalués dans notre laboratoire », précise le cabinet Reynaud,

qui, pour justifier sa politique quelque peu intrusive de recrutement de « donneurs volontaires » d'informations biométriques, n'hésite pas à jouer sur la corde sensible de la souveraineté nationale. « Ne pas avoir les moyens de tester ses IA en France remet notre destin à des pays non européens qui ne partagent pas notre système de droit et nos valeurs », justifie (en caractères gras) Christian Croll dans sa réponse écrite à nos questions.

#### MENACES DE POURSUITES JUDICIAIRES

Pas de quoi satisfaire Olivier Ertzscheid. « Qu'il y ait besoin de données biométriques pour lutter contre le terrorisme, pour corriger l'immensité des biais des bases de données biométriques existantes dans lesquelles certains genres, populations, ethnies ne sont pas ou peu ou mal représentés, pourquoi pas. Mais si et seulement si cette collecte s'effectue dans un cadre garantit par l'État, avec une traçabilité claire des usages

de ces données ainsi agrégées et collectées, et avec des opérateurs publics affranchis de toute notion de rentabilité ou de profit », tempête le spécialiste de la protection des données.

« Des demandeurs d'asile pourraient être mis en danger si les données étaient amenées à circuler. »

OLIVIER ERTZSCHEID,  
BÉNÉVOLE DE MAYONNAISE

respondances », l'intégralité du billet du blog où il relatait l'affaire d'un ton vif, assimilant les pratiques de ce cabinet à des comportements de crapules et de vautours.

Bien qu'il dénonce une procédure-bâillon, le chercheur s'est résigné à supprimer l'article incriminé, « pour que l'association Ma'Yonnaise Épicerie ne soit pas mise en cause dans une procédure judiciaire », tout en formulant le souhait « que les autorités indépendantes que sont la Cnil et l'Anssi se saisissent des éléments de ce dossier pour faire toute la lumière sur les pratiques de ces cabinets dans le domaine de la sollicitation de vente de données biométriques auprès de populations précaires, d'autant que lesdits cabinets se prévalent d'autorisations de leur part ». ■

EUGÉNIE BARBEZAT

**MERCREDI  
30 AVRIL 19H**

**LA GRANDE ÉMISSION DE**

**l'Humanité**

**Les invités**  
**Sandrine Rousseau**  
**et Patrick Boucheron**

**Ça IRA !**

twitch

A large black and white photograph of five people (four men and one woman) smiling at the camera. They are identified as the hosts of the show. The background features the show's title 'LA GRANDE ÉMISSION DE l'Humanité' and the logo 'Ça IRA !'. A QR code is in the bottom right corner.

**C**'est ici qu'ils avaient fêté sans demi-mesure, à l'été 2020, leur succès aux élections municipales, lorsqu'ils s'imaginaient encore future force dominante de la gauche. Cinq années ont depuis passé, avec leur lot de gadins électoraux et de reculs environnementaux. Voilà pourquoi, selon Marine Tondelier, l'heure de la « contre-attaque » de l'écologie a sonné, comme elle l'a martelé depuis la Cité fertile, tiers-lieu de Pantin (Seine-Saint-Denis) où elle a été officiellement réinvestie secrétaire nationale à l'issue du congrès des Écologistes. Son score de 73 % est sans appel : les militants lui ont massivement renouvelé leur confiance pour porter leur ligne. Mais quelle ligne ?

Des mois durant, les critiques ont plu sur Marine Tondelier, accusée par ses opposants – Florentin Letissier (8 %), Karima Delli (13 %), et Harmonie Lecerf-Meunier (6 %) – d'être trop floue sur son cap politique. De refuser de trancher entre une « écologie de gouvernement » du premier cité, inspiré par les Verts allemands, et une « écologie populaire » foncièrement anticapitaliste défendue par les deux autres prétendantes.

« Je vais vous faire plaisir : je vais parler de ligne. J'ai vu que ça manquait à certains », a lancé, un poil revancharde, Marine Tondelier pendant son discours. Elle promet donc une « contre-attaque » de l'écologie mais sans cliver. Si, lors de sa première élection en 2022, la Nordiste voulait un « million de sympathisants » pour son parti, elle place désormais la barre encore plus haut, espérant presque 66 millions de sympathisants puisqu'elle

# Marine Tondelier promet la « contre-attaque » de l'écologie

**CONGRÈS** Samedi, la secrétaire nationale des Verts a été réélue avec 73 % des voix. Elle a aussi appelé la gauche à l'unité pour la présidentielle, refusant de choisir entre ses partenaires.

se dit « convaincue que chaque Française, chaque Français a, dans un coin de sa tête, un écologiste qui sommeille en lui ». D'où une stratégie qui flirte avec un populisme quasi ruffiniste : Marine Tondelier prône donc une « écologie des 99 % » qui rassemble contre ces 1 % « responsables de la moitié des émissions mondiales », qu'il faut taper au portefeuille avec, notamment, la taxe Zucman, impôt plancher de 2 % sur le patrimoine des ultra-riches.

« Ce congrès n'a pas été celui de la clarification », regrette Karima Delli, laquelle veut un projet « pour gagner, pas pour résister ». Un proche de Florentin Letissier dit lui

« ne toujours rien comprendre ». « On a encore trop tendance à se dire qu'on a raison et que les gens vont s'en rendre compte », recadre Harmonie Lecerf-Meunier. Maintenant, il faut convaincre parce que l'écologie, ce n'est pas la foi. » « Marine a indéniablement ramené des gens vers nous et nous n'avons jamais eu autant de militants. Mais je voudrais qu'elle parle plus de fond et qu'elle incarne enfin la radicalité », espère une cadre.

Mais, dans l'état-major tondelieriste, on assume de ne pas donner dans la lutte des classes : « Nous sommes sur le mode "transition", pas "révolutionnaire", car il nous faudra emmener tout le monde et faire accepter

le changement avec une répartition équitable de l'effort », explique la députée Sabrina Sebaihi. Pour des mesures concrètes, il va falloir encore patienter. Le parti vient d'engager un travail programmatique, avec des chercheurs comme l'économiste Anne-Laure Delatte. Celui-ci sera dévoilé qu'à la fin août, lors des journées d'été des Écologistes à Strasbourg. David Cormand, eurodéputé et proche de la secrétaire nationale, indique que le projet des Verts sera guidé par la lutte contre « le productivisme, dont tous ne sont pas sortis, y compris ceux qui se réclament de l'anticapitalisme ».

## « THÉORÈME DE L'ENTONNOIR »

Undébat qui ne doit pas empêcher l'union de la gauche et des écologistes pour 2027, d'après Marine Tondelier et sa ligne « anti-fasciste ». Une volonté consensuelle dans son parti. C'est d'ailleurs l'un des principaux objectifs du texte d'orientation des Écologistes, voté à 85 % par les adhérents. « Nous serons fidèles à la promesse de cet été (le Nouveau Front populaire – NDLR). Et vous ? » lâche-t-elle à chaque parti allié, dont au moins un émissaire était présent dans la salle. La secrétaire nationale veut peser de tout son poids pour faire aboutir le rassemblement à l'heure où « les forces obscures du néonazisme, du néofascisme, du néopétainisme se répandent ».

Elle propose une méthode tirée du « théorème de l'entonnoir » qu'elle a inventée : commencer par définir les contours d'un projet commun et remettre à plus tard la question de l'incarnation une fois que chacun a mis le doigt dans l'engrenage, « sinon on est sûrs de se planter ». Et, pour répondre aux « aspirations profondes du peuple de gauche et de l'écologie », Marine Tondelier veut tout le monde autour de la table : « Peut-être que des partenaires choisiront à notre place en s'isolant, en refusant de travailler avec les autres. Mais nous ne choisirons pas entre deux partenaires de gauche ! » ■



La cheffe du parti Les Écologistes, l'ex-eurodéputée Karima Delli et la députée de l'Isère Cyrielle Chatelain, à Pantin, le 26 avril.

EMILIO MESLET



## TEMPS DE TRAVAIL DÉGRADÉ

Les salariés des Pays de la Loire du groupe de santé VYV 3, qui emploie notamment des soignants en Ehpad et des agents de crèche, sont invités à faire grève mardi 29 avril. L'intersyndicale dénonce un projet d'accord sur le temps de travail.

## GRÈVE AU CRÉDIT MUTUEL

Un salarié sur quatre des agences du Crédit mutuel Arkéa était en grève vendredi, en Bretagne et dans le Sud-Ouest. Les employés réclament une augmentation des salaires et une revalorisation de l'intéressement. Une nouvelle journée de grève est prévue le 29 avril.

## AGENCES AU RÉGIME SEC

La ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, a annoncé, ce dimanche, vouloir supprimer ou fusionner un tiers des agences publiques et opérateurs d'État. La mesure, qui pourrait menacer des milliers d'emplois, vise à réaliser « 2 à 3 milliards d'euros d'économies ».



Jérôme Garnache-Creuil, PDG d'Europlasma, aux Forges de Tarbes, rachetées en 2021. LIONEL BONAVENTURE/AFP

**INDUSTRIE** Le tribunal de commerce de Rennes a attribué l'usine de Caudan à Europlasma. La reprise par le groupe au modèle économique trouble, habitué à racheter des entreprises en difficulté, soulève de nombreuses questions sur l'avenir du site.

À près des mois d'incertitude, la fumée blanche est enfin sortie. Vendredi 25 avril, le tribunal de commerce de Rennes a cédé la Fonderie de Bretagne (FDB) à Europlasma, à l'origine spécialisé dans le traitement et la valorisation des déchets dangereux. Comme à Tarbes (Hautes-Pyrénées) ou Valdunes (Nord), le PDG du groupe repreneur, Jérôme Garnache-Creuil, veut orienter la production de l'usine morbihannaise vers l'armement en produisant 250 000 obus dès 2025 et le double l'année suivante. Il s'est engagé à investir 15 millions d'euros à travers des obligations convertibles.

Après un mois de négociations sur le volet social de la potentielle reprise, les syndicats ont réussi à obtenir le maintien de 266 salariés sur 286. Le repreneur avait annoncé en premier lieu ne garder que 246 salariés. « On a posé nos conditions, se félicite Maël Le Goff, délégué syndical de la FDB. S'il veut produire autant d'obus, on est prêts, mais il est nécessaire de garder les salariés déjà présents. Finalement, on évite les licenciements et on procède seulement à des départs à la retraite anticipés. »

La fonderie de Caudan, ancienne filiale de Renault vendue en 2022 au groupe allemand Callista, manufacturait des pièces en fonte pour les suspensions et les échappements. L'entreprise restait néanmoins complètement dépendante de la marque au losange, dont les commandes représentaient 95 % du chiffre d'affaires. Jusqu'à ce que le constructeur automobile dénonce le contrat qui le liait aux fonderies jusqu'en 2026 et qui garantissait à son fournisseur de Caudan un volume d'affaires, entraînant les actuelles difficultés de la FDB.

L'usine a été placée en redressement judiciaire fin janvier par le tribunal de commerce de Rennes. À la suite de l'annonce que Renault ne soutiendrait pas le projet de reprise à la hauteur des demandes du candidat repreneur, un fonds d'investissement allemand, Private Assets, les négociations ont capoté. Europlasma est alors arrivé avec ses allures de sauveur et, par miracle, a trouvé un accord avec Renault sur un minimum de volume de commandes bien moindre que le contrat initial.

« Dans les business plans, il est nécessaire d'insérer la diversification, affirme toutefois le représentant du ■■■

# La Fonderie de Bretagne se reconvertis aux obus



**28 avril** Les internes et médecins sont en grève contre le projet de loi visant à restreindre la liberté d'installation des professionnels de santé, en vue de lutter contre les déserts médicaux.

**1<sup>er</sup> mai** L'intersyndicale CGT, Solidaires et FSU appelle à la mobilisation, à l'occasion de la Journée internationale des droits des travailleurs, pour la paix juste et durable, pour nos retraites

et nos salaires. À Paris, rendez-vous à 14 heures place d'Italie.

**Semaine du 5 mai** La CGT cheminots appelle à une grève à compter de cette date, notamment sur les questions de rémunération.

**9, 10 et 11 mai** SUD rail appelle à un débrayage des contrôleurs, pour réclamer notamment la revalorisation de 100 euros de la prime de travail et pour protester contre les modifications du rythme de travail.

■■■ personnel de la FDB. Car la production de corps d'obus ne va pas durer des années, il faut absolument intégrer des commandes pour diversifier l'usine, qui possède un outil de production tout neuf. » En effet, 150 millions d'euros – dont 10 millions d'euros en 2024 – ont été investis dans des machines neuves.

D'autres questions demeurent. Europlasma souhaite fabriquer des corps creux d'obus en fonte destinés aux mortiers. L'usine de Thales à La Ferté-Saint-Aubin (Loiret) est pour le moment la seule à pouvoir fabriquer ce type de munition en France. Elle possède d'ailleurs sa propre chaîne d'approvisionnement française pour assurer l'usinage, sous tension depuis la guerre en Ukraine. Où vont donc être assemblés les corps d'obus en fonte fabriqués à la fonderie de Caudan ? Reste à attendre le projet industriel de Jérôme Garnache-Creuillot, qui ne cesse par ailleurs d'être modifié sur ses autres reprises d'industrie.

#### « QUE FAIT-IL AVEC L'ARGENT PUBLIC ? »

En 2019, Europlasma a échappé de peu à la liquidation grâce à l'apport en capital du fonds d'investissement luxembourgeois Zigi Capital et à l'effacement d'une dette de 21 millions d'euros. Depuis, malgré une trésorerie toujours fragile et déficitaire, l'industriel landais rachète les entreprises en faillite, à l'instar de la FDB, à grand renfort d'aides publiques. C'est le cas des Forges de Tarbes – ancien arsenal de Tarbes, spécialisé dans les corps creux d'obus –, rachetées en 2021. Si Europlasma a déjà investi 3 millions d'euros sur le site des Hautes-Pyrénées, le groupe a obtenu de l'État 7,1 millions d'euros d'avances remboursables pour des dépenses d'investissement auxquelles sont éligibles les industries de l'armement. À ce stade, seuls les fonds du premier palier ont été libérés : 1,5 million d'euros.

Néanmoins, « le compte n'y est pas, dénonce Josiane Frétier, déléguée syndicale CGT des Forges de Tarbes. Europlasma n'a pas tenu ses engagements depuis trois ans. Que fait-il avec l'argent public ? On n'en a aucune idée ». Six tours numériques ont été reçus début 2025, « il faut les mettre

en route maintenant, reprend la représentante du personnel, la quasi-totalité de notre outil de production est obsolète ! On souffre d'être constamment confrontés à des problèmes de maintenance ». Pourtant, le carnet de commandes est plein, « mais nous sommes incapables de les honorer ! » regrette la cégétiste.

Du côté de Valdunes, dernier fabricant hexagonal de roues de train, racheté par le groupe landais en 2024, Europlasma avait dû émettre pour 30 millions d'euros d'obligations convertibles en actions. Quant à l'État, il s'est engagé à hauteur 15 millions d'euros de prêts, et les collectivités territoriales à plus de 5 millions d'euros. Si l'acier vert était le cœur du projet lors de la reprise, l'entrepreneur repousse aujourd'hui l'industrie vertueuse et décarbonnée au profit de l'installation d'une ligne de production de corps creux d'obus dans la lignée des Forges de Tarbes, en invoquant « le réarmement européen ».

Seulement, à Valdunes comme à Tarbes, l'usine ne voit venir aucun investissement lourd, et le matériel laissé défectueux par son ancien propriétaire, le groupe chinois MA Steel, commence à lâcher. Europlasma prévoit de fabriquer des corps d'obus de 155 mm, de 45 kg, bien que la forge de 9 000 tonnes soit faite spécifiquement pour produire des roues de train de 450 kg. Un processus de fabrication complètement différent dont le projet de transformation s'éternise en 2025 dans les mains de la direction.

Touefois, les commandes pleuvent. Notamment à l'aide de la filiale européenne de l'entreprise américaine Bizzell, qui est entrée au capital de Valdunes Industries à hauteur de 25 %, et a signé dans le même temps un contrat de fourniture de 500 000 corps creux avec Europlasma, pour un montant de « près de 140 millions d'euros », selon un communiqué de presse.

S'ils Forges de Tarbes travaillaient auparavant seulement pour l'entreprise française d'armement KNDS (ex-Nexter), qui à son tour dote les corps d'obus de leur charge

#### « Beaucoup de travailleurs se posent aujourd'hui des questions éthiques sur les conséquences de leur travail. »

JOSIANE FRÉTIER,  
DÉLÉGUÉE SYNDICALE CGT  
DES FORGES DE TARBES

explosive ensuite destinés aux canons français Caesar, aujourd'hui Europlasma a ouvert le carnet de commandes à l'étranger, notamment en Roumanie, où les armes sont usinées. « Beaucoup de travailleurs se posent aujourd'hui des questions éthiques sur les conséquences de leur travail », confie Josiane Frétier.

Depuis 2019, Europlasma est financé par le fonds d'investissement luxembourgeois Zigi Capital à travers des obligations convertibles émises depuis une autre société, Environmental Performance Financing, domiciliée aux îles Caïmans. Cette dernière est contrôlée par le financier français Pierre Vannineuse et sa société, Alpha Blue Ocean, également présente à Dubaï et aux Bahamas.

L'émission d'obligations convertibles en actions avec bons de souscription d'actions est une méthode de financement sur laquelle l'Autorité des marchés financiers (AMF) a alerté depuis plusieurs années pour les risques qu'elle fait courir aux petits actionnaires. Ce sont « des financements dilutifs consistant en des augmentations de capital réalisées en plusieurs fois et étalées dans le temps au profit d'un intermédiaire financier qui n'a pas vocation à rester durablement actionnaire », explique l'AMF.

Au 31 décembre 2024, le capital d'Europlasma, entièrement en Bourse, est ainsi divisé en 47,7 millions d'actions, valorisées à l'unité à moins de 4 centimes. Par ailleurs, Pierre Vannineuse a été condamné, le 11 décembre 2024, par l'AMF à une sanction de 1,5 million d'euros pour « manipulation de cours caractérisée » dans le cadre du financement d'une société d'exploration de mines d'or en Guyane, avec des procédés proches de ceux utilisés pour Europlasma.

Encore une fois se pose la question : Europlasma a-t-il les moyens de reprendre le site et de réaliser les investissements promis ? Une chose est certaine, si les travailleurs de la Fonderie de Bretagne sont sauvés, l'État a un devoir de contrôle sur le projet de reprise de l'industriel landais. Contacté par l'Humanité, Europlasma n'a pas souhaité répondre. ■

LÉA DARNAY

**La Fête de l'Humanité**  
12 • 13 • 14 Septembre 2025 LA BASE 217 (91)  
Le Plessis-Pâté / Brétigny-sur-Orge

OFFRE SPÉCIALE LECTRICES ET LECTEURS DE L'HUMANITÉ  
**PASS 3 JOURS À 50€**

## BON DE COMMANDE PASS 3 JOURS

Merci de bien vouloir renseigner l'intégralité des champs, toutes les informations sont nécessaires pour l'édition des billets.

Nom / Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Tél.

E-mail

Je souhaite recevoir à mon domicile

Pass 3 jours x 50€ =

€ (frais de port inclus)

Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de « Société nouvelle du journal l'Humanité ») à :  
L'Humanité - Billetterie Fête de l'Humanité - 5, Rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex

# L'Inde relance la guerre de l'eau avec le Pakistan

**CONFLIT** Après l'attaque meurtrière au Cachemire, le 22 avril, New Delhi a suspendu unilatéralement le traité sur le partage des eaux de l'Indus avec Islamabad. Une politique qui marque la remise en cause du droit international.

**L**es coups de boutoir contre le droit international se multiplient. Après Vladimir Poutine, Benyamin Netanyahu et Donald Trump, c'est au tour du premier ministre nationaliste indien de faire primer la force sur le multilatéralisme et de jeter aux orties les traités existants. Quitte à risquer l'affrontement direct avec son rival pakistanais. L'engrenage s'est enclenché ce 22 avril dans la région contestée du Cachemire, après une attaque terroriste contre des touristes à Pahalgam tuant 25 Indiens et un Népalais, soit l'assaut le plus meurtrier depuis les attentats de Mumbai en 2008, perpétrés par des islamistes pakistanais. Les autorités indiennes se sont empressées d'attribuer l'attentat de la semaine passée à Islamabad et d'engager, comme un prétexte bienvenu, la suspension du traité sur le partage des eaux de l'Indus, conclu en 1960 sous l'égide de la Banque mondiale.

Après une réunion du Conseil de sécurité, le Pakistan, qui nie son implication, a averti: « *Toute tentative visant à interrompre ou à détourner le cours des eaux appartenant au Pakistan conformément au traité sur les eaux de l'Indus, ainsi que l'usurpation des droits des riverains en aval, sera considérée comme un acte de guerre et fera l'objet d'une réponse avec toute la force de la puissance nationale.* » La région du Pendjab, réputée pour être le grenier du Pakistan et un important producteur de coton, dépend en effet de l'Indus. Les conséquences économiques pourraient être dévastatrices alors que,

**L'accord n'avait jamais été remis en cause depuis 1960 malgré les tensions régionales.**

le mois dernier, l'autorité pakistanaise de régulation de l'eau avertissait que le Pendjab et le Sindh pourraient faire face à des pénuries d'eau allant jusqu'à 35 % au terme de la saison agricole. « *L'Indus est à nous et le restera, soit notre eau y coulera, soit ce sera leur sang* », a menacé Bilawal Bhutto Zardari, le président du Parti du peuple pakistanais.

Dans la foulée du retrait indien, les échanges de tirs se multiplient sur la ligne de contrôle (LoC), frontière de facto entre les deux pays voisins. Islamabad a à son tour suspendu l'accord de Simla de 1972, qui prévoit que les deux puissances nucléaires résolvent leurs désaccords de manière bilatérale ou par un accord conclu par d'autres moyens. Le traité sur le partage des eaux de l'Indus est souvent présenté comme l'un des plus grands succès de coopération internationale. Malgré les guerres de 1965 et 1971, et des conflits de moindre ampleur, l'accord n'avait jamais été remis en cause. En effet, s'il contient des clauses de modification par consensus, le traité ne

prévoit pas de principe de rétractation. La décision unilatérale de l'Inde ne repose donc sur aucun fondement juridique. Si l'Inde a signé le statut de Rome, qui a établi la Cour pénale internationale, elle ne l'a jamais ratifiée et n'est par conséquent pas soumise à sa juridiction.

## LA RHÉTORIQUE NATIONALISTE DE MODI SIMILAIRE À CELLE DE NETANYAHOU

Ce n'est pas la première fois que Narendra Modi tente de contester ce traité. De la même manière que le premier ministre avait révoqué l'autonomie constitutionnelle du Jammu-et-Cachemire, en août 2019, réalisant ainsi un vieux rêve des fondamentalistes hindous, le leader nationaliste saisit cette fois l'occasion de l'attaque du 22 avril pour éprouver le droit international, de la même manière qu'il met à l'épreuve les institutions nationales, et notamment la justice. « *Le gouvernement nationaliste hindou de Modi montre comment le contrôle de l'eau est lié à une forme religieuse ou ethnique de nationalisme* », souligne le professeur Jeremy Allouche, de l'Institut d'études sur le développement (Royaume-Uni). ■■■



Poste frontière de Wagah, dans la banlieue d'Amritsar (Inde), le 24 avril. NARINDER NANU / AFP

La rhétorique de Narendra Modi sur le Cachemire ressemble à celle de son allié israélien Benjamin Netanyahu sur Gaza et la Cisjordanie occupée : « Il est temps de réduire en cendres le peu de territoire encore contrôlé par ces terroristes (...), la force et la volonté des 1,4 milliard d'Indiens que nous sommes briseront la colonne vertébrale de ces terroristes », a-t-il clamé depuis l'État du Bihar (nord-est), le 24 avril. Lors de la précédente décennie, l'Inde et Israël ont intensifié leur coopération dans les domaines militaire et agricoles. Narendra Modi a ainsi souvent loué la manière dont Israël aurait fait « fleurir le désert ». Une manière d'accréditer l'idée que la Palestine d'avant 1948 n'était qu'une ère inhabitée que les Israéliens auraient valorisée.

#### LA POLITIQUE DU FAIT ACCOMPLI ENGAGE NEW DELHI DANS UN JEU DANGEREUX

Lors de son précédent mandat, le président états-unien avait lui-même fermé les yeux sur la remise en cause par Narendra Modi du statut du Jammu-et-Cachemire, visant à faire basculer la démographie du territoire à majorité musulmane par la colonisation hindoue. Dans une nouvelle déclaration hallucinée à bord de l'Air Force One, Donald Trump a inventé une rivalité qui remonterait bien au-delà de la partition de l'Inde et du Pakistan de 1947, issue du démantèlement de l'empire britannique : « Je suis très proche de l'Inde et je suis très proche du Pakistan, et ils se battent depuis un millier d'années au Cachemire. Le Cachemire existe depuis un millier d'années, probablement plus longtemps que cela. » En 2019, le locataire de la Maison-Blanche avait offert ses services de médiateur mais l'expérience de l'Ukraine prouve que les attaques se sont accélérées sur le terrain depuis qu'il négocie en bilatéral avec Vladimir Poutine. Qu'en sera-t-il dans le sous-continent indien ? À la manière d'un Donald Trump, New Delhi pourrait tenter de tordre le bras au Pakistan pour renégocier le traité sur le partage des eaux avec le Pakistan en sa faveur.

Reste que la politique du fait accompli engage New Delhi dans un jeu dangereux. En aval de la Chine, qui investit beaucoup auprès de son allié pakistanais via les nouvelles routes de la soie, l'Inde pourrait elle-même faire les frais d'une guerre de l'eau si Pékin décidait d'accélérer la construction d'infrastructures en représailles. En janvier, le gouvernement chinois donnait déjà son feu vert au plus grand complexe hydroélectrique au monde sur le fleuve Yarlung Zangbo (le Brahmapoutre pour les Indiens). Il y a trois ans, alors que le projet n'était qu'à l'état d'ébauche, l'Inde dénonçait les menaces sur la sécurité hydrique et alimentaire en même temps que la militarisation de l'eau. ■

LINA SANKARI



## 1975 - 2025 VIETNAM UN PEUPLE LIBRE

Il y a un demi-siècle, les troupes du Front de libération entraient dans Saigon. Épilogue de la guerre impérialiste états-unienne et point de départ de la réunification du pays.

# Le Hamas envisage un « accord global » de fin de conflit à Gaza

**PROCHE-ORIENT** Des responsables du mouvement islamiste ont évoqué, samedi, la possibilité d'une libération de l'ensemble des otages israéliens toujours entre leurs mains, ainsi que la mise en place d'une trêve de cinq ans avec Israël.

**A** lors que les bombardements israéliens continuent de pleuvoir sur une bande de Gaza déjà réduite à un champ de ruines, les négociations se poursuivent. Le Hamas s'est déclaré, samedi 26 avril, prêt à un « accord global » pour la libération en une fois des 58 otages israéliens – 34 seraient déjà morts, d'après l'armée israélienne – encore retenus à Gaza et une trêve de cinq ans avec Israël. Le même jour, Oussama Hamdan, un haut responsable du mouvement, a affirmé auprès de l'AFP que « toute proposition qui n'inclut pas un arrêt complet et permanent de la guerre ne sera pas prise en considération ». Cela implique l'arrêt des hostilités, le retrait complet et définitif des troupes de l'armée israélienne, l'échange des otages israéliens contre des prisonniers palestiniens, ainsi que l'entrée de l'aide humanitaire dans Gaza.

#### DES DISCUSSIONS EN ÉGYPTE ET AU QATAR

À l'intérieur de l'enclave palestinienne, les 2,4 millions d'habitants font face à la pire situation humanitaire depuis le début du conflit, alertait cette semaine l'ONU par la voix du chef de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (Unrwa), Philippe Lazzarini. La famine,

qui constitue un crime de guerre, s'intensifie. Ce week-end, ce sont 51 personnes qui ont péri sous les bombes, ainsi que 115 qui ont été blessées, en majeure partie des enfants, selon le ministère de la Santé du Hamas. Après deux mois de trêve, le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a décidé d'aller jusqu'au bout de

**Ce week-end,  
51 personnes  
ont péri sous  
les bombes de  
l'armée israélienne  
et 115 ont  
été blessées.**

son projet génocidaire et d'annexion de la Cisjordanie occupée en reprenant le 18 mars son offensive mortifère, en plus de bloquer l'entrée de l'aide humanitaire depuis le 2 mars.

Le 17 avril, le Hamas, qui souhaite un accord total sur la fin de la guerre, a rejeté une proposition de trêve de quarante-cinq jours en échange du retour de dix otages vivants. Israël aligne les offres à la portée limitée pour mieux gagner du temps et poursuivre ainsi le génocide. Une délégation de l'organisation islamiste se trouvait pas plus tard que samedi au Caire,

aux côtés des responsables égyptiens. L'Égypte, le Qatar et les États-Unis avaient été à l'initiative des négociations sur l'accord de cessez-le-feu entré en vigueur le 19 janvier dans la bande de Gaza, rompu par Israël. Au Qatar justement, une autre entrevue s'est tenue jeudi. Le premier ministre qatari, Mohammed ben Abdelrahmane Al Thani, a par ailleurs constaté au sortir de la réunion « un peu de progrès » quant à l'éventualité d'une trêve. « Nous devons toutefois encore trouver une réponse à la question essentielle : comment mettre fin à cette guerre », a-t-il expliqué. C'est, à mon sens, le point clé de l'ensemble des négociations. »

L'objectif des négociateurs est de parvenir à un accord qui ne soit pas mis en œuvre en plusieurs phases, comme ce fut le cas en janvier. Israël « peut reprendre la guerre après un accord partiel, mais ne pourra pas le faire après un accord global assorti de garanties internationales », a averti Mahmoud Mardawi, un dirigeant du Hamas, dans un communiqué. Reste à savoir quelles sont ces garanties. Selon un dernier bilan actualisé du ministère de la Santé de l'organisation, plus de 52 000 personnes ont trouvé la mort dans la bande de Gaza depuis le 7 octobre 2023. ■

ANTOINE PORTOLE

**REPORTAGES**  
**RÉCITS HISTORIQUES**  
**TÉMOIGNAGES**  
**DOCUMENTS ...**

Retrouvez notre édition spéciale le mercredi 30 avril

**REPORTAGES**  
**RÉCITS HISTORIQUES**  
**TÉMOIGNAGES**  
**DOCUMENTS ...**



Istanbul (Turquie), le 31 mars 2023. Manifestation en soutien à la sociologue dissidente turque Pinar Selek. OZAN KOSE/AFP

## L'acharnement sans fin de la justice turque contre Pinar Selek

**TURQUIE** L'audience qui s'est déroulée vendredi au tribunal d'Istanbul, statuant sur le sort de la sociologue et écrivaine exilée en France, a ajourné sa décision au 21 octobre, ce malgré quatre acquittements en vingt-sept ans. Bien que harassée par cette injustice, elle poursuit son combat.

**L**amascarade ne prendra donc jamais fin. Vendredi à Istanbul, la justice turque aux ordres du président Recep Tayyip Erdogan a une fois encore reporté sa décision, au 21 octobre cette fois, s'agissant de la sociologue et écrivaine Pinar Selek. Cette cinquième audience du cinquième procès inique intenté à son encontre perpétue le calvaire qu'elle subit depuis maintenant vingt-sept ans. Les juges lui reprochent en réalité de ne pas venir assister à son audience, elle qui, en exil en France depuis 2009, sait pertinemment que fouler le sol turc lui vaudrait de finir pour de longues années dans les geôles du pays.

En France justement, une centaine de personnes se sont rassemblées ce vendredi au matin à l'Espace des femmes, à Paris, pour lui renouveler un soutien indéfectible. Présente à leur côté, Pinar Selek a accusé le coup lorsque la nouvelle est tombée. « C'est très épaisant pour moi. Mais nous allons continuer ensemble. Ce n'est pas mon procès, c'est notre procès », a-t-elle lancé à ses camarades. Quelques instants plus tôt, l'universitaire confiait à l'*Humanité* ne rien lâcher, même si elle concède que personne ne peut « s'habituer à un tel acharnement ». Des fascistes turcs sont d'ailleurs allés jusqu'à lui envoyer des lettres de menace à son domicile niçois, preuve que la pression est permanente.

« Cela fait vingt-sept ans que le pouvoir turc cherche à t'enfermer dans les couloirs de l'absurde. Des impasses, des portes dérobées. Un labyrinthe au sein duquel tu as fini par ouvrir

des fenêtres, lui fait savoir Cédric, de la coordination européenne des comités de soutien à la chercheuse. Audience après audience, nous continuerons à tisser des liens, à faire tomber des murs, à construire des ponts. » Pinar Selek n'est pas seule, loin de là. Face à l'arbitraire turc, ses soutiens répondent par la sororité. À l'instar de deux militantes du collectif Femen, ou encore de Nathalie Tehio, présidente de la Ligue des droits de l'homme, qui a eu une pensée toute particulière pour le peuple turc qui, en ce moment même, « se bat pour la liberté et pour la démocratie », ainsi que pour le peuple kurde. Des personnalités issues d'Italie ou d'Argentine ont également fait le déplacement.

Sororité jusque dans les geôles de Téhéran, puisque l'écrivaine a noué une relation indéfectible par voie épistolaire avec Narges Mohammadi, militante iranienne des droits humains et prix Nobel de la paix, toujours pas libre de ses mouvements. C'est tout naturellement qu'Ali et Taghi Rahmani, le fils et le mari de Narges, sont venus défendre en personne Pinar Pelek, émue de leur présence. Tout comme Asal Abasian, journaliste iranienne queer, elle aussi en exil dans la capitale, et bien d'autres encore, universitaires ou représentants de la mairie de Paris. « La torture vécue par

le passé, je l'ai encore imprimée en moi. Le travail de sociologie que j'ai effectué aux côtés des Kurdes avant mon arrestation, je souhaite enfin le concrétiser, a annoncé Pinar Selek, dont le livre devrait sortir dans les mois à venir. Grâce à vous, j'avance. » ■

**« C'est très épaisant, mais nous allons continuer ensemble. Ce n'est pas mon procès, c'est notre procès. »**

PINAR SELEK, SOCIOLOGUE

## Attaque à la voiture bélier à Vancouver

**CANADA** Des corps partout. Samedi 26 avril, vers 20 heures, un automobiliste a foncé dans la foule à l'occasion d'un festival de rue de la communauté philippine, dans le quartier Sunset on Fraser au sud de Vancouver, tuant 9 personnes et faisant plusieurs blessés à l'heure où ces lignes étaient écrites. « Il y avait des corps. Ils ont été écrasés. Certains étaient déjà morts sur place », a témoigné au *Vancouver Sun* une habitante présente au rassemblement. Le conducteur âgé de 30 ans, un « suspect isolé » connu des services de police, a été immédiatement interpellé et placé en garde à vue. Les autorités écartent à ce stade la piste terroriste. La communauté philippine du Canada célébrait la Journée nationale des anciens combattants dans leur pays d'origine. Ces festivités honorent la mémoire du leader autochtone Lapu-Lapu, celui qui, en 1521, mena la résistance contre les colons espagnols. « Je suis dévasté d'apprendre les événements horribles survenus au festival Lapu-Lapu », a réagi le premier ministre canadien Mark Carney sur X. Cette attaque intervient à la veille des élections fédérales où le successeur de Justin Trudeau, élu récemment à la tête du Parti libéral, dispose d'une légère avance sur le Parti conservateur dans les sondages. ■

A.P.

## Explosion meurtrière dans un port iranien

**MOYEN-ORIENT** Le port de Shahid Rajaï demeurait en proie au feu, dimanche 27 avril, après la puissante explosion de la veille qui a fait au moins 28 morts et plus d'un millier de blessés. Les causes du drame restent inconnues et le président Massoud Pezechkian a ordonné l'ouverture d'une enquête. Selon un communiqué des douanes, le sinistre pourrait trouver son origine dans un incendie qui se serait propagé dans une zone de stockage de matières dangereuses et chimiques. Les autorités ont indiqué que « les opérations de chargement et de déchargement des marchandises » se déroulaient normalement dans ce port stratégique du détroit d'Ormuz où transitent 85 % des marchandises du pays et un cinquième de la production mondiale de pétrole. Selon le ministère iranien de la Défense, « il n'y avait et il n'y a à l'heure actuelle aucune cargaison (...) pour le carburant militaire ou pour un usage militaire dans la zone de l'incendie ». Pour pallier l'isolement auquel l'Iran fait face sur la scène internationale, la Russie a ordonné l'envoi « de plusieurs avions transportant des spécialistes » du ministère des Situations d'urgence pour lutter contre le feu. « Les autorités iraniennes ont décreté un jour de deuil national lundi, et trois jours à partir de dimanche dans la province d'Hormozgan, où est situé le port. Les Nations Unies ainsi que l'Arabie saoudite, qui a normalisé ses relations avec l'Iran en 2023 sous l'égide de la Chine, le Pakistan, l'Inde, la Turquie et la Russie, ont présenté leurs condoléances à Téhéran. » ■

L.S.

# « Pour le foot français, c'est la révolution ou la disparition »

**GOUVERNANCE** En mauvaise santé financière, avec des clubs professionnels en déficit chronique et la crise des droits télé, le ballon rond connaît des heures difficiles. Chercheur en économie sociale et solidaire, **Timothée Duverger** propose de changer un modèle à bout de souffle.

**R**esponsable de la chaire TerrESS (territoires de l'économie sociale et solidaire) à Sciences-Po Bordeaux et responsable de l'Observatoire de l'expérimentation et de l'innovation locales à la Fondation Jean-Jaurès, Timothée Duverger a codirigé et participé à la rédaction du livre *Un autre foot est possible*, aux éditions le Bord de l'eau (72 pages, 8 euros) en partenariat avec la Fondation Jean-Jaurès. Dressant un état des lieux d'un football français malade, au bord du gouffre, cet ouvrage, auquel ont participé quatre autres auteurs, propose des solutions pour que le ballon rond redédevienne un sport populaire.

**En août 2024, les Girondins de Bordeaux, institution du football français avec six titres de champion de France, étaient rétrogradés administrativement en National 2 pour raisons financières. Expliquez-nous comment cette relégation est à l'origine de ce livre...**

En tant que symbole des dérives du foot business, cette rétrogradation, qui a déjà touché d'autres clubs, a été un véritable électrochoc pour l'éditeur Jean-Luc Veyssi, ancien dirigeant d'un club amateur, et moi-même, qui sommes bordelais. On s'est dit qu'il fallait lancer un pavé dans la mare, alerter et dénoncer le système, adossé à des instances peu démocratiques, qui est en train de s'effondrer. Et puis d'autre part envisager des pistes pour le rénover, montrer qu'il existe d'autres modèles coopératifs dans lesquels les supporters sont impliqués, où les clubs sont plus ancrés dans leur territoire. En 2023-2024, le foot français a cumulé des pertes de 1,2 milliard d'euros et elles devraient être identiques cette saison. Pour compenser ce déficit chronique et structurel, la France, qui est un pays formateur, se fait piller tous ses talents mais le jour où les clubs n'arriveront plus à vendre pour X raisons, ça va poser un souci... D'autant que l'essentiel de l'argent qu'ils ont capté, notamment grâce aux droits télé qui s'effondrent, a été mis dans des salaires mirobolants et des transferts au lieu de l'investir dans les centres de formation. Ce modèle économique n'est plus tenable.

## ENTRETIEN



« Le club est vraiment un élément du patrimoine local, certains ont d'ailleurs plus d'un siècle, à l'image des Girondins de Bordeaux », rappelle l'auteur d'*Un autre foot est possible*.

**Pour lutter contre la financialisation des clubs, vous mettez en avant le modèle des coopératives...**

Face au capitalisme actionnarial, on voit émerger un peu partout des ripostes de supporters qui veulent réhumaniser les clubs, les réanimer localement. Ça se traduit par l'actionnariat populaire avec Guingamp, qui a ouvert son capital à des supporters appelés les Kalons en 2017 ; c'est une manière de permettre la transparence, de créer des conditions démocratiques, d'avoir une mobilisation autour du club. À Saint-Étienne, il y a le projet des Socios verts, d'ailleurs rejoints par Michel Platini, qui espère entrer au capital du club en acquérant 5 %. Il y a aussi le projet de l'association À la nantaise... Il existe un deuxième modèle, plus abouti, la société coopérative d'intérêt collectif (Scic), que deux clubs rétrogradés pour raisons financières, le SC Bastia en 2017 et le FC Sochaux en 2023, ont choisi pour repartir. Cela permet une dynamique multi-parties prenantes, de développer des ressources nouvelles et d'optimiser la gestion en réinvestissant les excédents.

**La particularité de ces modèles, c'est qu'ils permettent de préserver l'ancrage local parce que, on l'oublie trop souvent, le club fait partie du patrimoine...**

Le club est vraiment un élément du patrimoine local. Certains ont d'ailleurs plus d'un siècle, à l'image des Girondins ou de Sochaux, qui a en plus une matrice ouvrière très forte du fait du secteur automobile. Chaque club a un ancrage territorial important qui participe du patrimoine collectif parce que le club représente aussi son territoire. C'est aussi un facteur de rayonnement et d'attractivité pour les villes et un levier de développement économique. Un club, ce sont des emplois, des activités associées et c'est bien sûr du loisir, du sport, de la sociabilité... Le problème, c'est que les fonds d'investissement qui rachètent les clubs – dans les grandes ligues, un tiers sont possédés par des fonds – sont dans des logiques opposées avec des objectifs de rentabilité à court terme, des arbitrages qui se prennent ailleurs et donc il y a des tensions très fortes avec les supporters.

**On a un faible recul sur ces expériences de coopérative, peuvent-elles réellement constituer des solutions face au foot business ?**

Il n'y a pas encore de réponse tranchée. Mais c'est un modèle qui se fait une place, y compris dans le monde



**TIMOTHÉE DUVERGER**  
Chercheur  
en économie sociale  
et solidaire

professionnel, où on ne l'attendait pas et dans un environnement qui lui est défavorable, poussé par les territoires et les supporters. Après, il y a des limites, une coopérative attire moins les investisseurs extérieurs par définition car, l'idée du modèle coopératif, c'est de trouver les ressources en son sein. Ça veut dire que si on accepte les investisseurs extérieurs, c'est avec certaines limites dans leur accès à la gouvernance, à la propriété et aux bénéfices.

**Un chapitre est centré sur l'absence de démocratie à tous les étages de la gouvernance du foot français. Comment en est-on arrivé là ?**

La Fédération française a procédé récemment à une réforme du mode de scrutin mais ce n'est pas une vraie démocratie. C'est une élection à 3 collèges dans laquelle il y a les dirigeants de ligues et districts, les présidents des clubs amateurs et les 46 clubs professionnels. Jean-Luc Veyssy, ancien dirigeant de club amateur, montre qu'en fait ce sont les dirigeants du monde professionnel qui font la pluie et le beau temps et que le PSG fait la loi en leur sein... C'est une démocratie censitaire, par l'argent. Il souligne un deuxième aspect, c'est que ce modèle contamine l'ensemble du système du football avec un monde amateur qui reproduit par mimétisme les comportements du monde professionnel au niveau de l'argent. Il cite notamment l'exemple du club de Libourne (National 3), où, en 2022, un nouveau président, un investisseur local, a recruté avec des salaires déraisonnables, a investi dans des bus dignes de la L1 et a ruiné le club...

**Avec l'immobilisme qui caractérise le football français, pensez-vous qu'un réel changement de modèle puisse intervenir rapidement ?**

J'ai l'impression qu'on est dans une situation pré-révolutionnaire. Ça avance lentement, on n'arrive pas à réformer, il y a des rigidités très fortes, des intérêts qui font que tout le monde protège le système... Et puis, en même temps, le système est en train quand même de scier la branche sur laquelle il est assis. À un moment donné, ça ne va plus tenir... Donc, c'est la révolution ou la disparition. Aujourd'hui, la question n'est pas de savoir si le système peut se maintenir, la réponse est non. La question est de savoir s'il est capable de se renouveler et de faire sa révolution, sinon il est condamné. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR NICOLAS GUILLERMIN

## Pogacar écrase la concurrence

**CYCLISME** La moisson continue pour Tadej Pogacar. Le Slovène a remporté en solitaire et sans le moindre suspense, dimanche, son 3<sup>e</sup> Liège-Bastogne-Liège en conclusion d'une saison des classiques monumentale. Le leader de l'UAE s'est envolé dans la côte de la Redoute à 34 kilomètres de l'arrivée et a devancé d'une minute l'Italien Giulio Ciccone et l'Irlandais Ben Healy. Principal rival de Pogacar, le Belge Remco Evenepoel, vainqueur en 2022 et 2023, a terminé à plus de trois minutes. Pogacar devient le 2<sup>e</sup> coureur après Eddy Merckx à remporter la même année le Tour des Flandres et Liège-Bastogne-Liège. Avec neuf Monuments à son actif (nom donné aux 5 grandes classiques), le champion du monde en titre est même le premier à remporter six Monuments consécutifs... ■

N. G.

## Les Bleus mordent la poussière

**JUDO** Après le 5<sup>e</sup> titre de Romane Dicko dans la catégorie des + 78 kg, samedi, en finale contre l'Israélienne Raz Hershko, comme en 2022 et 2023, les Bleus ont terminé les championnats d'Europe à Podgorica (Monténégro) sur une fausse note. Championne olympique en titre par équipes mixtes, la France a été battue dimanche en repêchages et a quitté la compétition sans médaille. Exemptés de premier tour, les Français se sont inclinés pour leur entrée en lice contre les Russes, présents au Monténégro sous bannière neutre. En l'absence de Teddy Riner et de plusieurs piliers de l'équipe féminine, les Bleus, tenants du titre, terminent seulement 7<sup>es</sup> après leur défaite 4-2 en finale de repêchage contre les Belges. ■

N. G.

**« On a besoin de faire entendre des récits qui questionnent la manière dont on pratique le sport. Pour l'instant, le décalage entre les prises de conscience et les changements radicaux reste minime », pose Clothilde Sauvages, 33 ans, autrefois engagée au haut niveau. Pour partager ses renoncements, mais surtout ses espoirs, pour que son cheminement participe à envisager collectivement la transition, la trentenaire témoigne dans le livre *le Monde du sport face à l'urgence écologique, récits engagés*, sorti le 16 avril aux éditions la Plage.**

**Adolescente, Clothilde Sauvages s'adonne au tumbling, cousin de la gymnastique, et enchaîne les saltos et sauts périlleux sur une piste, jusqu'à rejoindre l'équipe de France junior... avant de changer de cap et de s'accomplir au wakeboard, équivalent nautique du snowboard, où elle réalise également des figures, cette fois-ci juchée sur une planche tractée par un bateau à moteur.**

**Alors que la Francilienne s'entraîne cinq fois par semaine pour rejoindre le circuit international, un déclic se produit. «En février 2022, l'invasion de l'Ukraine par la Russie commence et je vois les gens faire la queue aux stations**

### LA CHRONIQUE SPORT DE MEJDALINE MHIRI

JOURNALISTE  
INDÉPENDANTE



## «Sortir des représentations figées»

*essence parce qu'ils craignent d'être à sec. De mon côté, je crame du diesel inutilement avec les bateaux et participe à détruire l'environnement dans un sport qui a peu de sens socialement parce qu'il n'est pas démocratisé.»* Un grand bouleversement s'opère pour redonner du sens et de la joie à sa pratique. La grimpe, la randonnée lui permettent de mieux conjuguer son amour de l'effort

physique et le respect du vivant. En parallèle, elle crée la newsletter et le podcast *Vent debout car «on a besoin de médias qui s'emparent des sujets sport et société pour sortir des représentations figées»*, martèle-t-elle.

**Dans l'ouvrage dirigé par Nolwen Berthier, ex-membre de l'équipe de France d'escalade,** dix expériences se succèdent, comme celles de l'athlète Younès Nezar, cofondateur et président des Climatosportifs, des marins Isabelle Autissier et Stan Thuret ou encore de l'ingénieur Olivier Erard, qui a piloté la sortie du «tout-ski alpin» de la station Métabief (Jura). Hasard du calendrier, cette publication coïncide avec le lancement de l'Écolosport Académie, une série de formations en ligne destinées aux membres du mouvement sportif pour interroger les pratiques et mettre en lien des expert·es avec le quidam confronté à des résistances du quotidien. «On souhaite aussi réunir tout ce monde sur une même plateforme pour discuter et s'enrichir des bonnes idées des autres», détaille Michaël Ferrisi, fondateur de l'Écolosport. La transition est amorcée, aux médias et aux politiques de s'en emparer. ■



La mise en scène d'*Une mouette* est alerte, alternant scènes intimes et scènes volcaniques.  
CHRISTOPHE RAYNAUD DE LAGE/COLL. COMÉDIE-FRANÇAISE

# Oh, mouette, suspends ton vol...

**THÉÂTRE** Elsa Granat monte l'une des pièces les plus emblématiques de Tchekhov. Une vision œdipienne qui ne manque pas de charme, servie par une distribution Comédie-Française haut de gamme.

**U**ne *Mouette*, et non pas *la Mouette*. Tout est une question de point de vue, celui de la metteuse en scène, qui, en l'occurrence, dès le titre, semble insister dans une adresse implicite au spectateur, sorte d'avertissement amical : je ne monte pas le chef-d'œuvre tchékhovien à la lettre et je me permets quelques libertés. Notamment en opérant un grand détour, en guise de prologue, dans quelques-unes des pièces courtes du dramaturge russe, où Elsa Granat va piocher de quoi imaginer

un avant-*la Mouette*. Visions fantasmées et libres de la jeunesse d'Arkadina, mère de tous les maux ?

Tout démarre dans le flou des souvenirs, dans un flashback comme on n'en voit qu'au cinéma. Arkadina est une jeune actrice encore débutante mais en pleine ascension. Totalement dévouée à son métier de comédienne, qui exige concentration et... sacrifice. Sur l'autel de son art, elle va donc sacrifier Tréplev, son bébé, dont elle confie l'éducation à son frère Sorine. Charge à cet oncle d'élever un enfant un brin encombrant pour le bon déroulement de la carrière théâtrale maternelle. Une carrière éclairée de mille feux qui voit une Arkadina passer de jeune première à star sous les regards admiratifs de son rejeton de fils.

Tréplev grandit à l'ombre de sa mère, malheureux devant son indifférence, heureux quand il parvient à lui

voler un baiser. Trépnev, c'est un peu l'Antoine Doinel des *400 Coups*, prêt à tout pour attirer, ne serait-ce que quelques instants, le regard de sa mère. Alors il écrit, du théâtre. Fin du prologue. Fondu au noir. Retour à la *Mouette*, celle de Tchekhov.

#### UN MONOLOGUE INTÉRIEUR À L'ÉCRITURE FÉBRILE

Comme souvent chez Tchekhov, l'action se déroule dans la maison de villégiature familiale, quelque part loin de Moscou. Entre deux représentations, Arkadina a débarqué flanquée de son nouvel amant Trigorine, auteur en vogue dans le Tout-Moscou. Elle n'a d'yeux que pour cet écrivain. Elle se résout toutefois à assister à la première représentation de la première pièce écrite par son fils. « *Une jeune fille passe toute sa vie sur le rivage d'un lac. Elle aime le lac, comme une mouette, et elle est heureuse et libre, comme une mouette. Mais un homme arrive par hasard et, quand il la voit, par désœuvrement la fait périr* », écrit Trépnev. Un monologue intérieur à l'écriture fébrile, désordonnée, d'une modernité qui déconcerte son maigre auditoire, mais

**Quel bonheur de réentendre cette langue si belle, si limpide qui tape juste dans son introspection humaine.**

qui annonce ce qui va advenir dans la pièce. Trépnev a confié le rôle à Nina, sa jeune voisine, dont il est éperdument amoureux. Devant la réaction moqueuse de sa mère, Trépnev est anéanti. Il tente alors de mettre fin à ses jours. Arkadina précipite son départ. Elle devine que son amant n'est pas indifférent à la jeune Nina.

La maisonnée se vide. Nina est partie à Moscou rejoindre Trigorine, désormais son amant. Trigorine se lassera de Nina, dont la carrière théâtrale ne décolle pas. Deux années ont passé. Tout le monde se retrouve dans la datcha. Trépnev traîne son âme en peine. Le vieil oncle se meurt doucement. Nina n'est plus que l'ombre d'elle-même. L'histoire finit mal...

#### DES RÔLES FÉMININS PARFOIS TROP HYSTÉRISÉS

Et pourtant, quel bonheur de réentendre Tchekhov, cette langue si belle, si limpide qui tape juste dans son introspection humaine. Rien ne lui semble étranger des tourments des hommes et des femmes, de leurs désirs et de leurs renoncements. Ses personnages traversent le temps et continuent de provoquer des émotions, de nous bouleverser. La mise en scène d'Elsa Granat est alerte, alternant scènes intimes et scènes volcaniques où les rôles féminins sont parfois trop hystérisés ; son prologue constitue une belle entrée en matière ; on est moins sûr de la chute, une volte-face maternelle qui n'existe pas chez Tchekhov et bien inutile : on avait compris son parti pris oedipien... Et on est un peu agacé par cette Arkadina : mère courage ou mère toxique ? Dans les deux cas, elle se révèle un monstre d'égoïsme... au nom de l'art. Curieuse équation.

Dans des décors naturalistes de toiles peintes que l'on tire comme de grands rideaux, la troupe du Français ici distribuée fait mouche. Marina Hands (Arkadina) et Loïck Corbery (Trigorine) forment un couple étrange, elle tout feu tout flamme, lui froid et cynique, chacun mû par des intérêts personnels antagonistes. Julien Frison (Trépnev), dont on suit les sursauts d'amour et d'humeur, est bouleversant de bout en bout ; Adeline d'Hermy incarne toute la fragilité de cette mouette qui finira par se brûler les ailes. Dans les seconds rôles, Julie Sicard campe une Macha sensible derrière ses moues et ses coups de sang. Toute la distribution est à l'avenant, sans oublier les deux jeunes membres de l'académie de la Comédie-Française Édouard Blaimont et Blanche Sottou, qui ne se contentent pas de faire de la figuration, bien au contraire. ■

MARIE-JOSÉ SIRACH

Jusqu'au 15 juillet, à la Comédie-Française.

Rens. : 01 44 58 15 15 et [www.comedie-francaise.fr](http://www.comedie-francaise.fr)

# ***Makbeth en version rouge et saignante***

**THÉÂTRE** La compagnie de Louis Arene et Lionel Lingelser propose une version brillante et délirante d'une des œuvres les plus célèbres de William Shakespeare.

Lyon, envoyé spécial.

**O**bus, grenades et mines explosent sans répit. Flashes aux éclats aveuglants et fumée acré percent la nuit poisseuse. Les corps se démembrerent puis gisent, désormais sans vie. Le vacarme des bombes s'insinue au plus profond des êtres, comme une symphonie au-delà du funèbre. Avec des allers-retours, dans un trouble émotionnel, entre les landes de l'Écosse médiévale et les guerres contemporaines.

C'est ainsi, devant un public capturé jusqu'au fond des fauteuils, que démarre le nouveau spectacle du Munstrum Théâtre. Après sa création à Châteauvallon, scène nationale du Var, *Makbeth* a fait escale aux Célestins de Lyon, qui assurent une part de la coproduction, avant Montreuil (Seine-Saint-Denis) et une tournée qui s'annonce copieuse.

La pièce se signale avec un « k » pour la distinguer de l'originale signée William Shakespeare. En 1972, Eugène Ionesco avait proposé une réécriture à sa sauce tragique-burlesque de cette pièce du Britannique et prolifique auteur. *Macbett* prenait alors deux « t » finaux. Ici, Louis Arene et Lionel

Lingelser proposent une adaptation très personnelle de cette œuvre ultime publiée quelques années après la mort de l'auteur en 1616. *Macbeth* est incontestablement l'œuvre la plus sombre de Shakespeare, une des plus célèbres aussi, avec son lot de meurtres et de désespoirs nés dans la pensée confuse de dictateurs fous. Une pièce qui, pour le Munstrum, résonne sinistrement avec « la douleur du monde actuel ».

#### VOILÀ LE TEMPS DES INTRIGUES ET DES MEURTRES EN SOLO

Pour Lucas Samain, qui signe l'adaptation, voilà « l'*histoire d'une ambition dévorante qui s'accouple dans un premier meurtre et en entraîne d'autres en cascade* ». Macbeth s'est emparé du pouvoir. Son règne dictatorial s'épuise dans le sang. Sur scène, bien après les formidables combats du début, voilà le temps des intrigues et des meurtres en solo.

Le fil du récit parfois se distend, au risque d'égarer, et l'on aurait aimé un peu moins de longueurs. Mais l'équipe avait prévenu, il ne s'agit pas d'une énième lecture du *Macbeth* original. La démesure, le décor débridé, le grand-guignol qui ont fait la marque de fabrique de la compagnie depuis sa création en 2012 sont avec malice et

humour au rendez-vous. *Makbeth* est d'évidence une des éclosions fortes de ce printemps.

Mentionnons la musique originale et les créations sonores de Jean Thévenin et Ludovic Enderlen. Ainsi que les comédiens, Louis Arene, Sophie Botte, Delphine Cottu, Olivia Dalric, Lionel Lingelser, Anthony Martine, François Praud, et Erwan Tarlet, qui sont tous parfaits. En simples soldats face à la mitraille, en sautilant fou du roi, en traîtres vengeurs, en rois et reine assoiffés de puissance et pris à leur propre piège sans autre issue que leur trépas.

*Makbeth*, juché sur la tour d'arbitre d'un match de tennis, n'est plus au final habillé richement que de sa couronne. Avec le corps recouvert du bout des orteils à la pointe des cheveux d'une matière écarlate et gluante. Son épouse a rejoint les mondes parallèles de la folie. Sans illusion, il contemple encore un instant son œuvre barbare et sanglante. Le Munstrum sait magnifier le rouge vif. ■

GÉRALD ROSSI

Du 29 avril au 15 mai  
au Théâtre public de  
Montreuil (Seine-Saint-Denis).  
Rens. : [theatrepublicmontreuil.com](http://theatrepublicmontreuil.com).  
Puis en tournée à Mulhouse, Lille,  
Paris (en novembre), Grenoble, etc.



Cette création du Munstrum Théâtre est une des éclosions fortes de ce printemps. JEAN-Louis FERNANDEZ

**LA CHRONIQUE  
THÉÂTRE DE  
JEAN-PIERRE  
LÉONARDINI**


## Un Feydeau à tout casser

**Karelle Prugnaud** (Cie l'Envers du décor) a mis en scène *On purge bébé* (1910), de Georges Feydeau, en collaboration artistique avec Nikolaus Holtz, qui anime la compagnie Pré-O-Coupé. De cette pièce brève, d'emblée fameuse, Jean Renoir fit un film en 1931. Feydeau n'y va pas de main morte. Un beau matin, chez les Follavoine, Madame s'émeut, en brandissant un seau hygiénique, que leur fils, Hervé, dit Toto (7 ans) « n'y a pas été ». Le père ambitionne d'obtenir le marché des pots de chambre pour l'armée française. Il compte sur le piston de M. Chouilloux, haut placé dans les sphères, ancien constipé réputé cocu. Lancés contre le mur, les pots de chambre, soi-disant incassables, se brisent. La scène de ménage reprend de plus belle, d'autant que cet animal de Toto refuse mordicus de prendre sa purge... Feydeau, mirabolant artificier, place des mines antipersonnel sous les pieds de ses personnages, idéales figures d'une société grotesque, à deux pas de la bouche-rie en gros de 1914-1918.

**Karelle Prugnaud épouse l'esprit tordant du grand auteur comique, qu'elle assortit d'un jeu de clowns** hardiment prononcé. La scénographie de Pierre-André Weitz (il signe aussi les costumes) constitue un parfait

**Un parfait modèle de persiflage d'un intérieur bourgeois de ladite Belle Époque.**

modèle de persiflage d'un intérieur bourgeois de ladite Belle Époque. On retrouve les rayures criardes des murs sur le pyjama de Patrice Thibaud, qui joue un Follavoine aux gestes furieusement saccadés, face à l'épouse, Anne Girouard, exquise pétardière en bigoudis et savant négligé.

**Cécile Chatignoux campe Rose, la servante bougonne à grosse voix, tandis que Nikolaus Holtz** (Chouilloux), auguste impérial long comme un jour sans pain, jongleur émérite, se balade avec quatre pots de chambre sur la tête sans les laisser choir. Et puis il y a Martin Hesse (Toto), acrobate et cascadeur adulte, expert en sauts périlleux et roulades expressives. Avec un masque de chimpanzé, il a déjà bondi dans la salle avant que ça ne commence. À la fin, pas purgé, il passe à travers les murs et va du stade anal au stade oedipien, en tétant goulûment la prothèse mammaire de sa mère. Freud et Feydeau sont contemporains ! Bien sûr, les portes claquent et le rire jaillit à grands flots à ce spectacle superbement pensé et millimétré, entamé sous l'égide de Mack Sennett, bouclé sur un saccage digne de Dada. Peu avant sa mort, Feydeau, qui avait vu *Charlot soldat*, saluait le génie de Chaplin. ■

Du 14 au 16 mai à Châteauvallon-Liberté, à Toulon, et du 20 au 22 mai à Poitiers.

Tournée 2025-2026 en construction.

# À Angoulême, le temps est venu de «rebattre les cases»

**BANDE DESSINÉE** Dans un courrier envoyé à la présidente de l'association du Festival international de la BD, éditeurs, auteurs et dessinateurs redemandent l'ouverture d'un appel à projets pour une gouvernance à laquelle ils veulent être associés.

**P**as un mot du côté de l'association du Festival international de la bande dessinée d'Angoulême (FIBD) et de la société 9<sup>e</sup> Art+, organisatrice de l'événement, sur l'appel au boycott de la prochaine édition lancé vendredi 18 avril par le Syndicat des travailleur·euses artistes-auteur·ices (Staa) et le collectif MeToo BD, dont *l'Humanité* a révélé la liste des 400 premiers signataires. Parmi eux, huit Grands Prix et nombre d'artistes renommés et couronnés par le festival, avec en tête Anouk Ricard, le Grand Prix de cette année. Leur exigence : « Soumettre la gestion du festival à un appel à projets impartial. » En ligne de mire, les critiques répétées autour de la société 9<sup>e</sup> Art+, aux commandes de la manifestation depuis près de vingt ans, et l'inquiétude suscitée par le projet de fusion de cette société avec l'association propriétaire de la marque. Ils sont désormais plus de 2000 auteurs et professionnels à répondre à l'appel de cette pétition, avec, entre autres nouvelles signatures, celles de Marion Montaigne, José Muñoz, Étienne Davodeau, David B et Charles Berberian.

Si le ton est plus courtois, dans une lettre envoyée jeudi 24 avril et adressée à Delphine Groux, la présidente de l'association du FIBD, Benoît Pollet, le président du groupe BD du Syndicat national de l'édition (SNE), Olivier Bron, le président du Syndicat des éditeurs alternatifs (SEA), et le trio à la vice-présidence du Syndicat national des auteurs et des compositeurs (SNAC BD) rappellent que le festival d'Angoulême est un « bien commun » et redemandent l'ouverture d'un appel à projets comme

« garantie » pour une nouvelle gouvernance à laquelle ils veulent être associés. Ils affirment en outre fermement « avoir besoin de réponses avant de pouvoir s'engager sereinement dans les prochaines éditions du festival ».

#### « MENER UN DIALOGUE CONSTRUCTIF AVEC TOUTES LES PARTIES PRENANTES »

« Au bout de vingt ans, il faut rebattre les cartes, c'est une démarche saine dans l'intérêt du festival qui n'interdit pas de repartir avec 9<sup>e</sup> Art+ mais sur de nouvelles bases », commente un membre du SNE, syndicat qui représente les poids lourds de l'édition. Du côté du SEA, 35 maisons d'édition se disent toujours prêtes au boycott.

Parallèlement, le conseil d'administration de l'association du FIBD, réuni le 18 avril, a mandaté à l'unanimité sa présidente pour dénoncer le contrat avec la société 9<sup>e</sup> Art+. Une dénonciation attendue qui conditionne tous les projets de restructuration de l'événement.

Avant d'être envoyée, cette dénonciation sera encore présentée aux membres de l'association lors d'une assemblée générale convoquée le 16 mai. Pour Delphine Groux, « cette dénonciation s'inscrit dans un agenda conforme à celui de l'association et du festival ». « Si elle maintient un axe fort de partenariat avec 9<sup>e</sup> Art+, elle ouvre également de nouvelles hypothèses de travail de nature à mener un dialogue constructif avec toutes les parties prenantes de l'événement. » Elle souligne aussi dans son communiqué que, conformément au contrat, 9<sup>e</sup> Art+ sera toujours en charge des éditions 2026 et 2027. Affaire à suivre. ■

LUCIE SERVIN

**« Une démarche saine qui n'interdit pas de repartir avec 9<sup>e</sup> Art+ mais sur de nouvelles bases. »**

UN MEMBRE DU SYNDICAT NATIONAL DE L'ÉDITION



Séance de dédicaces lors du festival d'Angoulême, le 31 janvier. ÉRIC POLLET/HANS LUCAS/AFP



Russell Tyrone Jones, de son vrai nom, a développé des flows inimitables, puisque spontanés. DES WILLIE/REDFERNS

# Ol' Dirty Bastard, l'électron libre du Wu-Tang Clan

**PLATEFORME** Ce documentaire revient sur la vie et la carrière du leader du célèbre groupe de hip-hop, mort d'une overdose en 2004. Il a créé un style incomparable et posé les jalons du rap actuel.

**Ol' Dirty Bastard : a Tale of Two Dirty,**  
**MyCanal**

**L**e regard d'un fou, des tresses partant dans tous les sens, et une dentition aléatoire qui laissait passer des hurlements jamais entendus jusque-là. Il refusait de se l'avouer, mais Russell Tyrone Jones ne jouait pas de rôle, il était Ol' Dirty Bastard, l'une des figures du Wu-Tang Clan, constellation de neuf diamants bruts qui a fait briller le rap

des années 90. Nous avons là RZA, le cerveau musical, Method Man, le petit génie du flow, et des talents reconnus tels que Ghostface Killah ou Raekwon. Ensemble, ils proposent un rap sombre et poussiéreux, craché du fond des caves de Staten Island sur des basses inquiétantes et des samples de films de kung-fu hongkongais.

Aux côtés de Mobb Deep ou Nas, le Wu-Tang construit l'âge d'or du rap de la côte Est. Froid et sale, il chante la rue, la vraie, en opposition à la Californie ensoleillée de 2Pac, Snoop Dogg et Dr. Dre. Et au sein du collectif, le « vieux bâtard crade » est l'électron libre, en studio et surtout en dehors, où il s'échigne le plus souvent à

fuir la « brigade hip-hop » de la police de New York. Mort d'une overdose – ou d'un antalgique administré par la CIA, selon la légende – le 13 novembre 2004, il ne disparaîtra jamais totalement. « C'est un scientifique du hip-hop, un accro de la rime », se rappelle au présent Raekwon dans le documentaire *A Tale of Two Dirty*, sorti cette année et réalisé par Jason et Sam Pollard.

**CLOWN TRISTE ET INTERPRÈTE DE GÉNIE**  
En moins d'une heure et demie, on entrevoit sur les archives vidéo les deux faces d'ODB, clown triste et interprète de génie. Le natif du Brooklyn Zoo, dont le morceau et le clip giflent les auditeurs en 1995, a

développé des flows inimitables, puisque spontanés. À chaque rime, la folie peut l'emporter et accoucher de cris, de borborygmes agonisants et d'improvisations chantonnées. D'où le besoin de reprendre bruyamment son souffle, avant de recracher insultes salaces et tranches de vie brutales. Le chien fou plaît à l'industrie mainstream, qui veut s'encanailler en invitant ODB sur les titres des chanteuses Kelis ou Mariah Carey. « Il a changé ma vie, il était tellement libre ! » sourit cette dernière en repensant au tournage de *Fantasy*.

Mais les sirènes de la gloire sont toujours moins fortes que celles de la rue et des drogues, dont il peut s'abreuver maintenant qu'il est connu. « Oh, la fille chauve qui joue l'alien ? » répond-il, défoncé, sur un plateau télé quand on lui demande s'il connaît Drew Barrymore, la petite fille du film *E.T.* Les anecdotes sur la vie d'ODB sont légion : il va chercher des bons alimentaires en limousine, embrouille un fan et se fait tirer dessus à l'abdomen, se vomit dessus sur scène et continue de rapper, vole des baskets à 50 dollars alors qu'il a dix fois la somme en liquide... « Tu peux sûrement blâmer les médias, qui ont promu cette image » d'une star qui ne se comportera jamais en tant que telle, déplore Dante Ross, l'un de ses producteurs. Riche et célèbre, il continuera de traîner dans les bas-fonds new-yorkais, bouteille et joint à la main.

## DU CÔTÉ DES OPPRIMÉS

Car Ol' Dirty Bastard symbolise l'avers du Wu-Tang pour la gloire et l'argent, comme le clame leur classique *Cream (Cash Rules Everything Around Me)*, « l'argent domine tout ». Malgré leur talent, les neuf rappeurs restent dans leur habitat naturel : l'ombre. Leur vécu violent et déshérité les ancre aux côtés des opprimés : les pauvres, les Noirs – qui sont souvent les mêmes –, mais aussi les Palestiniens. Ils sont parmi les premiers à porter le keffieh de Yasser Arafat, à être accusés d'apologie du terrorisme pour scander « P.L.O. » (Organisation de libération de la Palestine) sur leurs titres. Quand ODB déboule sur la scène des Grammy Awards, en 1998, frustré de ne pas avoir gagné de prix malgré son « costume à 2000 balles », c'est pour y crier que le « Wu-Tang c'est pour les enfants ! » qu'il veut écarter de la rue et de ses drames. La phrase devient iconique. L'homme, lâché par l'industrie, sombre. La paranoïa et les vautours du rap l'enterrent.

« Dangereux et attachant », Ol' Dirty Bastard a hurlé si fort l'urgence qu'elle est encore là, vingt ans après sa mort. En témoigne ce documentaire qui évoque la vie décousue de cette « armée d'un seul homme », son opposition féroce à l'ordre, et sa solidarité avec la meute. Sur le premier album du Wu-Tang, sorti en 1993 et devenu l'un des meilleurs de l'histoire du rap, un titre est réservé au talent de Method Man. Mais avant de se mettre en avant, Meth présente ses potes : « Et après, on a... On a Ol' Dirty Bastard, parce qu'il n'a pas de père pour son style, c'est pourquoi il est le vieux bâtard crade. » ■

AXEL NODINOT

**RETRouvez l'Humanité sur Internet**

**Reportages, analyses, entretiens, chroniques, vidéos, directs...**

**Toute notre actualité à portée de clic.**

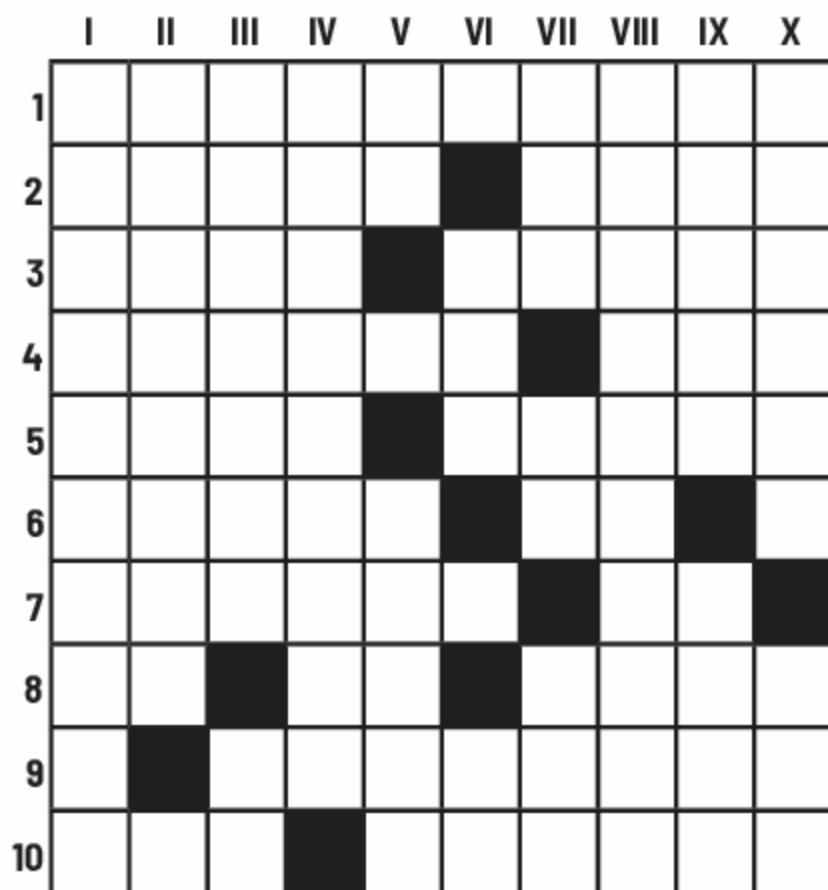
➤ [www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)

➤ [facebook.com/humanite.fr](https://facebook.com/humanite.fr)

➤ [twitter.com/humanite\\_fr](https://twitter.com/humanite_fr)

➤ [linkedin.com/company/lhumanite](https://linkedin.com/company/lhumanite)

➤ Compte lhumanitefr sur Instagram


**MOTS CROISÉS N° 24182 par Martial Dubois****HORIZONTALEMENT**

1. Rendent les choses plus stables au Canada. 2. Pronom personnel. Enlevai. 3. Mis en doute. Cartes des réseaux de communications. 4. Pansu. Amoncellement de choses. 5. Manche d'un pinceau. Tête couronnée. 6. Bramera. Vieux usages. 7. Blocs de glace. Crack. 8. Sur une peau d'âne. Iridium. Tentes avec audace. 9. Période de l'histoire russe. 10. Fait eau de toute part. Exagérées, en parlant de factures.

**VERTICALEMENT**

I. Répandues sur le sol. II. Folles furieuses. III. Semer. Tiens. IV. Alourdirais. V. Très maigre si l'on n'a que cela sur la peau. Boulettes créoles. VI. Qui ne contient aucun élément étranger. Dieu du Soleil. VII. Pièce de vaisselle. Tombé dans le panneau. Vieux oui, dans les dialectes romans. VIII. Nationalisasse. IX. Chose exquise. Distance ses poursuivants. X. Entrecroises des fils pour obtenir une étoffe. Les siens. Arcas. VI. Pur. Ra. VII. Bol. E. VIII. Etatisasse. IX. Nanen. Sème. X. Tissés. Ses.

VERITICALEMENT. I. Renversées. II. Aliénées. III. Planter. Te. IV. Lestrels. V. Salées. Tas. 5. Entre. Reine. 6. Rêver. Us. 7. Séracs. As. 8. Es. 9. Tarisme. 10. Sue. Ventru. SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Raplacement. 2. Ellés. 6ti. 3. Niás. Plans. 4. Ventru. 5. Etre. 6. Renversées. 7. Séracs. As. 8. Es. 9. Tarisme. 10. Sue. Salées. Tas. 5. Entre. Reine. 6. Rêver. Us. 7. Séracs. As. 8. Es. 9. Tarisme. 10. Sue. Ventru.

**L'Humanité**

**Fondateur** Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay  
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957)  
**Capital social** 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX  
**Téléphone** 01 49 22 72 72  
**Service aux abonnés** Tél. : 01 55 84 40 30  
E-mail : relationlecteur@humanite.fr  
**Vente en kiosques**  
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.  
Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oborsch@boconseilame.fr  
**Vente militante** 01 49 22 73 55  
**Publicité** Comédiance. Olivier Valentin, président  
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)  
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)  
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)  
**Directoire**  
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication ; Silvère Magnon, directeur des développements  
**Conseil de surveillance**  
Jean-Louis Frostin, président

**Actionnaires principaux** SAS Fonds d'Humanité, Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité

**Impression** POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)

**Numéro ISSN** 0242-6870

**Dépôt légal** Date de parution

**Commission paritaire** 1124 C 79615

**Tirage du 24 avril 2025** 27 916 exemplaires

Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60% ou 100 % de fibres recyclées - IFDG. Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.



## Miroir du Cyclisme revient !

**GRÂCE À VOUS...** Participez au retour du magazine mythique de la petite reine !

À l'heure des grands changements dans ce sport, nous souhaitons revenir à ce qui anime le cyclisme : la dimension humaine, les histoires qui émaillent les parcours des coureurs, le sens du collectif, avec la volonté de « dire » notre époque.

**MIROIR DU CYCLISME****JE CHOISIS LE MONTANT DE MA CONTRIBUTION**

- 15 €** Je réserve le magazine (frais de port inclus)
- 25 €** Je reçois le magazine / la casquette Miroir du Cyclisme
- 100 €** On m'offre le magazine / la casquette Miroir du Cyclisme / 1 poster grand format
- 250 €** On m'offre le magazine / la casquette Miroir du Cyclisme / 1 poster grand format / 1 entrée à la Fête de l'Humanité pour y rencontrer l'équipe de Miroir du Cyclisme
- Montant libre** Je soutiens l'aventure en faisant don de \_\_\_\_\_ €

NOM / PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
VILLE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_  
TÉLÉPHONE \_\_\_\_\_  
E-MAIL \_\_\_\_\_

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité en partage à : L'HUMANITÉ, Miroir du Cyclisme - Immeuble Calliope - 5, rue Pleyel - 93528 Saint-Denis CEDEX

**DÉFISCALISATION** Votre don vous donne droit à une réduction d'impôt de 66 % dans la limite de 20 % du revenu imposable

VOUS POUVEZ FAIRE UN DON EN LIGNE, SUR NOTRE PAGE DE FINANCEMENT PARTICIPATIF



■ Je souhaite que mon nom apparaisse sur le mur des donateurs et donatrices du futur site de Miroir du Cyclisme en remerciement de mon soutien.

Magazine de 124 pages au format 23x30

## Souscription 2025

# Le prix de la vérité

**JE FAIS UN DON À L'HUMANITÉ EN VERSANT** \_\_\_\_\_ €

NOM / PRÉNOM \_\_\_\_\_  
E-MAIL \_\_\_\_\_  
TÉL. \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
VILLE \_\_\_\_\_ CODE POSTAL \_\_\_\_\_

■ J'accepte de recevoir des informations de la part de l'Humanité

**OU JE FAIS UN DON EN LIGNE !**

**DÉFISCALISATION** Votre don vous donne droit à une réduction d'impôt de 66 %, dans la limite de 20 % du revenu imposable. Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €. Si je donne 200 €, je récupère 132 €. Si je donne 500 €, je récupère 330 €.

■ Je fais un don de 1 à 400 € : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Presse et Pluralisme Humanité.

■ Je donne 500 € ou plus : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de l'Humanité en partage.



# Fin du monde, fin du mois, faut-il choisir? (1/2)

Les normes environnementales sont de plus en plus attaquées, souvent au prétexte de défendre le pouvoir d'achat des plus démunis. Qu'en est-il dans l'habitat?

## L'offre urbaine doit prendre en compte l'aspiration à la protection sociale et envisager le foncier comme un bien écologique de première nécessité.

**O**n nous demande trop souvent de choisir entre la protection sociale et la protection de l'environnement, entre l'urgence de vivre dignement et l'impérieuse nécessité d'anticiper les bouleversements des conditions de vie sur notre planète. Entre ceux qui utilisent l'argument écologique pour refuser la construction de logements sociaux et d'autres qui justifient leur prédation environnementale par nos difficultés collectives à promettre des lendemains qui chantent, on nous offre le choix entre de mauvaises solutions.

J'ai toujours refusé ces théorèmes de la désespérance, car la transition écologique passe par la production de nouvelles régulations (autrement dit par une réinvention d'un partage équitable de la valeur produite) et par une offre urbaine qui prend en compte ces deux aspirations. Personne ne peut croire sérieusement que l'on peut construire un monde respectueux de la planète en évacuant la question sociale. Pour ne rien perdre de l'ambition d'offrir un logement pour toutes et tous, il faut empêcher la spéculation de décider des prix de nos loyers, de la valeur de l'accession, des territoires, des formes urbaines et architecturales où l'on peut vivre. Nous devons pour cela envisager le foncier comme un bien écologique de première nécessité.

La loi climat et résilience impose déjà le zéro artificialisation net pour repenser notre rapport au sol. Recyclage et restructuration, dépollution, surélévation, coutures d'aires urbaines disjointes : la fabrique de la ville change fondamentalement par ces impératifs écologiques, sans



**EMMANUELLE COSSE**  
Présidente de l'Union  
sociale pour l'habitat

mécaniquement faire monter les prix si on lui associe d'urgence une régulation forte du marché foncier en revoyant la fiscalité (qui encourage aujourd'hui la détention spéculative), en encadrant les prix comme on sait encadrer les loyers, en destinant les fonciers publics en priorité aux projets d'intérêt général.

Ensuite, nous devons continuer de travailler sur le coût et la sobriété du logement pour offrir, dans la durée, des logements accessibles financièrement. Cela passe par la réhabilitation massive pour limiter drastiquement les charges énergétiques, l'utilisation des écomatériaux qui renforcent la qualité de l'habitat, le maintien d'un parc social de logements adaptés aux besoins.

## Pour une ville où l'on gaspille moins d'espaces, mais où l'on partage plus de communs.

Cette vraie rupture avec des décentries de déconnexion entre le prix d'un logement et le salaire moyen des Français passe aussi par la transformation de la ville, forcément un peu plus dense qu'aujourd'hui. Une ville où l'on gaspille moins d'espaces, mais où l'on partage plus de communs. Une ville à rafraîchir par la renaturation pour qu'elle ne devienne pas invivable. Une cité nouvelle avec des services publics et privés de qualité à proximité, sans voiture indispensable, qui ne mord pas sur la biodiversité. C'est en renouvelant ainsi nos désirs d'urbanité que nous donnerons envie au plus grand nombre d'une société qui n'opposera plus l'attention écologique au progrès social. ■

## Le logement n'est pas une marchandise source de profit, mais un bien d'intérêt supérieur pour ceux qui y vivent comme pour notre avenir commun.

**L**e logement est une condition de vie, il est parfois un facteur aggravant de mal-vie. Le logement est aussi un des principaux émetteurs de gaz à effet de serre. L'enjeu est tout à la fois d'agir par la rénovation pour limiter le réchauffement climatique, mais également pour adapter nos logements au changement climatique afin de continuer à y vivre, au sens premier.

Abordons cette question de « la fin du monde/fin du mois » d'un point de vue marxiste. Mon propos n'est pas de défendre des valeurs universelles pour elles-mêmes, mais les intérêts des travailleurs. Et c'est dans son mouvement historique que le monde du travail contient l'universel. La rénovation énergétique est une problématique sociale ancrée dans le quotidien de nos concitoyens qui consacrent 40 %, voire 50 %, de leurs revenus à payer leur loyer, leurs charges ou leurs traitements. Ils sont donc dans l'incapacité de relever cet enjeu de lutte contre le réchauffement climatique par la rénovation de leur logement. Pourtant, ils sont les premiers à en subir les effets. 3,5 millions de personnes modestes ont froid pour des raisons de précarité énergétique. 55 % des Français ont déclaré avoir eu trop chaud chez eux en 2023.

L'enjeu est là, une ambition publique a été fixée, notre obligation commune : la stratégie nationale bas carbone, adoptée en 2015, vise la baisse de la consommation énergétique des bâtiments et la diminution des

**5 millions de résidences principales sont des passoires thermiques.**



**MARIANNE MARGATÉ**  
Sénatrice PCF  
de Seine-et-Marne

émissions de gaz à effet de serre, avec comme cible essentielle les 5 millions de résidences principales considérées comme des passoires thermiques. Mais le bilan est sévère : en 2022, seules 66 000 rénovations performantes ont été réalisées alors que l'objectif gouvernemental est de 370 000 par an d'ici à 2030, puis 700 000 jusqu'en 2050.

Les critiques sont partagées : fraude, effet d'aubaine, dérégulation, artisans du bâtiment écartés, malfaçon de travaux, grandes difficultés à bénéficier de l'éco-prêt à taux zéro... C'est donc un changement d'orientation qu'il faut opérer, qui ne considère plus le logement comme une marchandise source de profit, mais comme un bien d'intérêt supérieur pour ceux qui y vivent comme pour notre avenir commun sur cette planète. Cette ambition nationale ne pourra aboutir en laissant de côté les ménages modestes et les classes moyennes. Quand on presse les salaires et les retraites, on essore les capacités contributives de nos concitoyens, les rendant indésirables auprès d'un système bancaire qui ne peut en tirer son profit. L'urgence est donc bien dans la relance de la création d'emplois et des salaires dignes pour assurer le présent, mais aussi l'avenir.

L'urgence est enfin à la mise en œuvre d'une politique publique aux dispositifs stables, dont la question du pré-financement et du reste à charge soit assurée. Elle s'appuierait sur un service public d'accompagnement à la rénovation et serait adossée à une banque publique qui aurait la capacité d'emprunter sur le long terme. Bref, des outils de justice sociale pour notre bien commun! ■



Après *Défaire les discours sexistes dans les médias* (Lattès, 2021) et *En bons pères de famille* (Lattès, 2023), la jeune femme décrypte les mécanismes de la domination culturelle.  
LIVIA SAAVEDRA POUR L'HUMANITÉ

**P**eut-on être une intellectuelle reconnue sans avoir acquis très tôt les codes de la bourgeoisie ? Oui ! La preuve par Rose Lamy. Mais, comme le démontre *Ascendant beauf* (1), son troisième essai, cela nécessite d'avaler quelques couleuvres. Nourrie de son expérience personnelle, la quadragénaire s'attaque cette fois au mépris de classe et réabilité, dans ce livre, une culture populaire trop souvent caricaturée par une « élite » pétrie de préjugés.

Lors d'un rapide passage à Paris, flanquée d'un sac trop plein et d'un agenda qui ne l'est pas moins, Rose Lamy revient sur l'origine de sa réflexion sur l'élitisme. Sa récente installation à Bruxelles lui a permis de découvrir un pays où « on peut réussir sans passer par les grandes écoles ni se préparer à un métier dès la maternelle comme l'a récemment conseillé Élisabeth Borne, qui prône sans complexe la reproduction sociale à travers cette stratégie scolaire évitant de faire toute une partie de la population qui n'a pas la possibilité de la mettre en œuvre ». Ainsi, l'une de ses amies, aujourd'hui échevine à Schaerbeek, mais originaire d'une famille pauvre de Molenbeek, a travaillé à l'usine jusqu'à ses 26 ans puis suivi des cours du soir en sciences politiques avant de devenir conseillère municipale d'une grande ville. « Je me suis demandé pourquoi ce genre de trajectoire est beaucoup plus rare en France. Cela a constitué le point de départ de mon livre », explique l'autrice.

Originaire d'une petite commune près de Bourges, au cœur de cette « diagonale du vide » où les habitants sont les grands oubliés des services publics au point de mourir davantage et plus jeunes faute d'accès

## Rose Lamy, un uppercut au mépris de classe

L'autrice et militante féministe est connue pour son compte Instagram Préparez-vous pour la bagarre. Avec son livre *Ascendant beauf*, elle s'attaque à la stigmatisation de la culture populaire.

à des soins médicaux, Rose Lamy a grandi dans un pavillon avec, « côté face, le canal du Berry, et côté pile, une zone commerciale ».

### COMME L'ÉCRIVAIT BOURDIEU

Dans sa vingtaine, elle fait l'expérience de « la force centrifuge de Paris, où il faudrait "monter" pour réussir, comme nous y enjoignent les chansons, les films et parce que c'est même ce que nos parents veulent pour nous ». Mais, arrivée dans la capitale, l'assurance naturelle qui lui avait permis, gamine, de s'autoriser à écrire à François Mitterrand « pour lui demander de sauver les baleines », puis, adolescente, au Berry républicain « pour protester contre un article homophobe », ne fait plus recette. Rose déchante, au sens propre : les réflexions distanciées de ses camarades alors qu'elle savoure une chanson de Joe Dassin lors

d'une soirée étudiante lui font l'effet d'un coup de poignard. Elle aime sincèrement cette musique qui a accompagné les fêtes familiales depuis toujours, eux la singent et s'en moquent. « J'étais en train de vivre ce que Bourdieu décrit dans la Distinction : ces codes tacites qui disqualifient ceux qui ne les possèdent pas, analyse-t-elle. Pourtant, ces chansons qualifiées de "variété" ne sont pas moins belles ni intéressantes que d'autres. D'ailleurs, quand elles sont reprises par des chanteurs labellisés France Inter, elles sont encensées. »

Derrière ce mépris de la culture dite beauf, Rose Lamy décrypte une réaffirmation de la domination qui écrase ceux qui habitent des lieux où « la voiture est importante pour des raisons d'isolement géographique » même si « ils ne sont pas moins conscients que le reste de la population « d'un effondrement

de la biodiversité et des effets de la pollution et du dérèglement climatique qu'ils sont les premiers à subir ». Seulement, face à leur impuissance à changer un système qui les néglige, ils se replient sur des joies simples et la solidarité familiale. « En quoi ces valeurs seraient-elles moins belles que d'autres ? » interroge l'autrice, qui a passé le week-end du 20 avril à confectionner le « pâté de Pâques » avec ses cousins, une tradition berrichonne qu'elle ne manque jamais. « En famille, sourit-elle, ma petite notoriété passe à la trappe et c'est très bien comme ça. Je ne suis pas une transfuge de classe, arrachée très jeune à son milieu comme pourraient l'être de jeunes acteurs par exemple. »

### REGARD BOURGEOIS

La manière dont la bourgeoisie culturelle s'approprie les corps des « dominés » a cinéma est d'ailleurs un point nodal du livre de Rose Lamy. L'essayiste voit dans les castings sauvages « un indicateur du traitement différencié entre les gens en fonction de leur classe » car, « pour incarner une grande bourgeoisie, on prend une actrice mais, pour un jeune délinquant, on va chercher dans la rue quelqu'un pour incarner la caricature que s'en est faite le réalisateur. Cette essentialisation est d'autant plus problématique que la bourgeoisie donne beaucoup de leçons sur la télé réalité alors qu'elle utilise le 7<sup>e</sup> art pour faire exactement la même chose avec les classes populaires. » Et la féministe de mettre en lumière cet impensé qu'est la représentation surplombante des plus défavorisés : le « bourgeois gaze » (regard bourgeois). Un concept à explorer pour qui cherche à reconquérir les classes populaires ? ■

EUGÉNIE BARBEZAT

(1) Seuil, 176 pages, 18,50 euros.